LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 27 novembre 1968 | N° 19

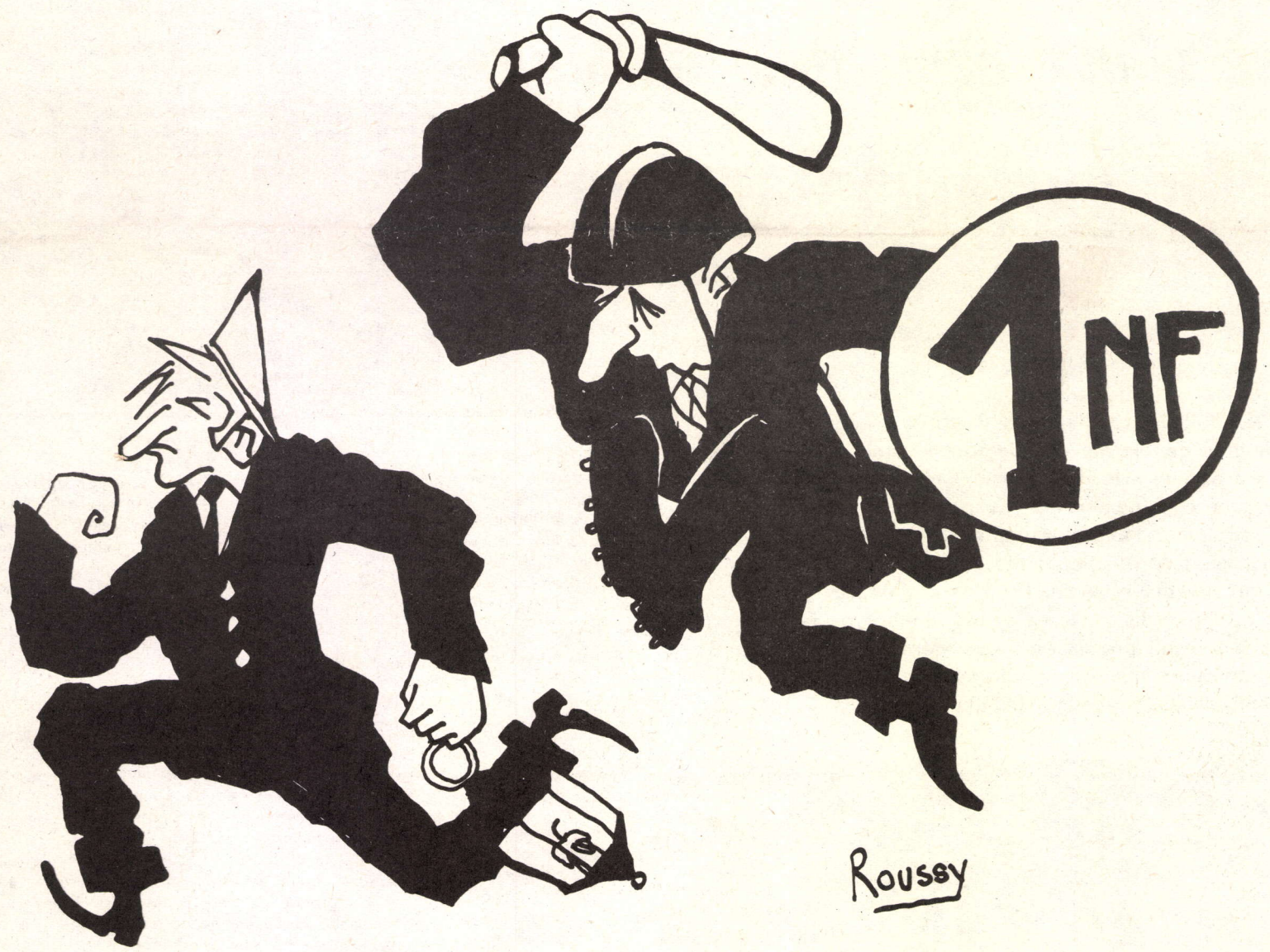
CORRESPONDANCES DES ENTREPRISES

CITROEN
PEUGEOT
ROUSSEL U.C.L.A.F.

(voir pages 10 et 11).

NON A L'AUSTÉRITÉ

agression caractérisée contre le niveau de vie des travailleurs



LA CLASSE OUVRIÈRE NE DOIT PAS FAIRE LES FRAIS DE LA SPÉCULATION ET DE L'INCURIE DES CLASSES POSSÉDANTES

(Photo U.P.I.)

Alecos Panagoulis.

La condamnation de Panagoulis

UN CRIME CONTRE LA LIBERTÉ

EN Grèce, les procès succèdent aux procès, et des centaines d'années de prison sont distribuées aux opposants tombés aux mains de la police de la dictature. Procès des manifestants arrêtés lors de l'enterrement de Papandréou, procès du « réseau de défense démocratique », procès des auteurs de l'attentat contre le premier ministre, procès de « Rigas Ferraios »... Avant de passer devant les tribunaux les accusés sont sauvagement torturés par la police. Des milliers d'opposants à la dictature sont enfermés dans les camps de concentration. Depuis que ce régime est au pouvoir, c'est le lot quotidien de la Grèce.

Mais il a fallu le procès et la condamnation à mort d'Alecos Panagoulis pour que l'opinion mondiale ait à nouveau les yeux fixés sur les horreurs du régime mis en place avec l'aide de « la Grande Démocratie Américaine ».

La peine de mort prononcée contre Alecos Panagoulis n'a pas été exécutée à l'échéance fixée et la campagne internationale en sa faveur n'a sans doute pas été étrangère à cette décision. Le condamné avait pourtant refusé de demander sa grâce. Au procès il avait revendiqué la peine de mort : « Je n'ai aucune circonstance atténuante, et je demande au tribunal de m'infliger la peine capitale afin de justifier moralement ma lutte contre le régime actuel », avait-il déclaré. Le procès avait commencé par une condamnation à 2 ans de prison pour « insulte aux autorités » Panagoulis ayant fait état des tortures qui lui avaient été infligées au cours de sa détention préventive. Depuis son arrestation jusqu'au procès, pendant quatre-vingt-deux jours, pas un seul instant les menottes ne lui avaient été retirées.

Cela n'a pas empêché Panagoulis d'apparaître comme un accusateur et non comme un coupable. Le désespoir auquel le régime pousse les Grecs est capable de produire des hommes tels Alecos Panagoulis, inébranlables dans leurs idées, résolus à la mort parce que sachant que même leur mort servira leur lutte pour la liberté.

Alecos Panagoulis n'était pourtant pas de par ses idées politiques un des plus dangereux adversaires de l'ordre. Il était un partisan de cette « Union du Centre » qui par sa politique a en fait amené le régime actuel. Son acte de terrorisme individuel ne pouvait pas non plus remettre en cause l'existence de la dictature en Grèce, même s'il avait réussi.

Mais son attitude au tribunal, la force et la qualité morales dont il a fait preuve, l'ont transformé en adversaire dangereux de la dictature. Que quelques centaines, ou même quelques dizaines d'hommes capables de mettre le combat pour la liberté au-dessus de tout, apparaissent, se lient aux masses grecques qui sont loin de vouloir rester passives (on l'a vu à l'enterrement de Papandréou), et la dictature pourra compter ses jours.

Et Panagoulis exécuté, loin de décourager les combattants de la liberté, aurait probablement encouragé les dizaines de désespérés à vouloir être ce qu'il fut. C'est pourquoi la Junte a hésité. Mais même si l'exécution devait être remplacée par l'oubli des prisons, ce serait quand même une victoire d'Alecos Panagoulis.

La crise gouvernementale italienne

crise du parlementarisme

L'ITALIE est, une nouvelle fois sans gouvernement. Le dernier président du Conseil, M. Leone, a remis mardi 19 sa démission au président de la République M. Saragat. Il n'a même pas attendu d'être mis en minorité par le Parlement. A une situation sociale troublée — une grève générale de 24 heures de dix millions de travailleurs du secteur privé a paralysé, le jeudi 14 novembre, quatre-vingt-dix pour cent des usines pour réclamer la réforme des retraites et l'augmentation des pensions ; mardi 19, un million de fonctionnaires se mettaient à leur tour en grève pour réclamer les ajustements de salaires, les réformes de carrières et les droits syndicaux qu'on leur avait promis en mars dernier — s'ajoutent les divisions internes du parti gouvernemental de la Démocratie Chrétienne. M. Léone n'a pas insisté.

(Photo U.P.I.)

Grève générale du 19-11 en Italie. Manifestation à Rome.

La situation politique de l'Italie est tout à fait celle que connut la France, de 1947 à l'avènement du régime gaulliste, lorsque les crises ministérielles succédaient aux crises ministérielles. Et cette situation est due, pour l'Italie d'aujourd'hui comme pour la France d'il y a dix ans, à la même cause fondamentale : l'existence d'un fort parti communiste largement représenté au parlement qui bloque en quelque sorte le fonctionnement d'un régime demeuré justement parlementaire.

Comme en France le parti communiste stalinien regroupe sur son nom une forte proportion des électeurs italiens. Et, comme la loi électorale italienne est plus démocratique que celle de la Ve République gaulliste, le pourcentage des sièges attribués au parlement au P.C.I. correspond grosso modo à son influence dans le pays.

Mais, comme en France aussi, le P.C.I. depuis 1947, parce qu'il était lié à la bureaucratie russe et à ses intérêts bien plus que parce que sa base électorale est la classe ouvrière, est repoussé systématiquement dans l'opposition par la bourgeoisie italienne.

Les partis qui la représentent, de la droite à la gauche, doivent donc trouver leur majorité parlementaire sur une base restreinte. Trente pour cent des députés, communistes, étant d'office dans l'opposition il faut rallier bien plus de la majorité des députés bourgeois restant pour pouvoir former un gouvernement. Autrement dit à moins du cas exceptionnel où la droite recueillerait plus de 50 % des sièges le gouvernement repose sur un panachage de cette droite et de la gauche non comuniste.

Ce panachage peut être fait de cent manières différentes. Et le petit jeu devient alors, pour chaque parti, et même pour chaque tendance à l'intérieur de ces partis, de promouvoir celui dans lequel ils auront la meilleure place possible. D'où les remises en cause perpetuelles de la majorité qui, à peine formée, voit une de ses parties constituantes remettre en cause la combinaison péniblement établie dans l'espoir d'en établir une autre qui lui conviendrait mieux.

Italie : Manifestation de solidarité de jeunes étudiants et travailleurs devant l'ambassade de Grèce. (Photo U.P.I.)

Même lorsqu'une majorité de droite — ou de droite et du centre — peut être constituée la tentation demeure toujours pour une partie d'entre elle de revenir au panachage droite-gauche avec l'espoir d'en être l'axe, ou de se servir de cette menace pour remettre en cause la composition du gouvernement.

Ajoutons enfin qu'un tel système a forcément pour conséquence de favoriser l'émiettement des partis bourgeois. La majorité étant toujours très fragile il suffit bien souvent de quelques voix pour la faire ou la défaire. Un groupe de députés peu important peut donc jouer quand même un rôle très important. En France cela s'était traduit par la formation de nombreux petits partis, en Italie par la formation de tendances diverses au sein des plus grands partis, Démocratie Chrétienne ou Parti Socialiste. Le résultat est le même. La preuve en est que la crise actuelle provient des luttes de tendances qui agitent la Démocratie Chrétienne.

Pour se sortir de cette situation la bourgeoisie italienne peut avoir, en théorie, deux solutions.

Ou bien elle change de système politique, réduit le rôle du parlement, renforce l'exécutif à ses dépens, bref liquide ou affaiblit considérablement le système parlementaire. Pour cela il faut trouver l'homme capable de jouer le Bonaparte, sinon le dictateur, absolument nécessaire. La bourgeoisie n'a pas encore, semble-t-il, trouvé son de Gaulle (on peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure les mésaventures actuelles de la France n'ont pas refroidi son enthousiasme pour une telle solution).

Ou bien elle reintroduit dans le circuit le parti communiste. La formation de grands partis — ou au moins de grandes coalitions de partis, mais stables — un à droite, un à gauche, serait possible et du coup la stabilité du gouvernement assurée. Mais pour cela le P.C.I. doit d'abord faire la preuve qu'il a totalement rompu sa liaison avec la bureaucratie du Kremlin. Il s'y emploie activement depuis quelques années. Les bourgeois italiens cependant comme tous les bourgeois quand il s'agit de leurs intérêts sont fort soupçonneux. Le P.C.I. a encore bien des efforts à faire.

En attendant l'une ou l'autre de ces solutions l'Italie risque fort d'aller de crise en crise. Et son exemple après celui de la France montre en tous cas que dans le monde impérialiste le système parlementaire est de moins en moins viable. Ce système supposait en effet que des forces sociales différentes de la bourgeoisie puissent s'exprimer et être représentées au Parlement sans que le régime et le pouvoir de la bourgeoisie soient cependant mis en question. Aujourd'hui, hélas pour la bourgeoisie ! ce n'est plus possible.

LA GRÈVE DES ÉTUDIANTS TCHÉCOSLOVAQUES

MALGRE les appels affolés et les menaces à peine voilées des dirigeants, la grève des étudiants tchèques a été un succès total. Pendant trois jours, les facultés, les établissements supérieurs de la Bohème et de la Moravie puis ceux de la Slovaquie furent occupés. Comme le déclarèrent les dirigeants étudiants ; ils avaient « expérimenté l'organisation d'une grève ». Précieuse expérience qui aura très certainement l'occasion de servir dans le proche avenir.

Le mouvement le plus massif que la Tchécoslovaquie ait connu depuis la guerre est un fait politique essentiel. Il prouve en premier lieu que la jeunesse tchèque n'a pas accepté et n'est pas prête à accepter le fait accompli de l'occupation russe.

En second lieu, la grève est une étape importante sur la voie du divorce total entre la masse des jeunes et les dirigeants même les plus libéraux. Certes les seuls dirigeants visés par la résolution en dix points qui constitue une sorte de plateforme politique récapitulant les revendications les plus immédiates sont Bilak et Indra. Néanmoins, les revendications avancées par les étudiants et surtout, le fait même que la grève ait été décidée et suivie, sont un désaveu de la politique gouvernementale dans son ensemble et de ses conspirateurs et en premier lieu de Dubcek lui-même.

Face aux étudiants, l'attitude gouvernementale est de son côté en train de se durcir. Les plus « progressistes » des personnalités se sont certes contentées de se lamenter sur cette grève qui n'est pas « une façon convenable de faire valoir les revendications et qui n'aide en rien la consolidation du pays ».

Mais le premier secrétaire slovaque Husak avait déjà été plus clair en même temps que plus menaçant en affirmant la ferme décision du Parti et du gouvernement de « ne céder devant aucune pression, aucun ultimatum de la part des étudiants ou de tout autre groupement ». Les étudiants eurent sans doute été satisfaits de voir le même Husak témoigner de la même fermeté devant la pression et devant l'ultimatum russes au mois d'août.

La grève des trois jours n'était pas seulement contre l'occupation russe ; par la force des choses et parce que le gouvernement avait choisi la « consolidation » au prix de concessions telles à l'égard de Moscou que la jeunesse ne pouvait les accepter, l'agitation estudiantine a pris, dans les faits, un caractère antigouvernemental. Manifestement, l'unité nationale du mois d'aout a définitivement fait son temps et les dirigeants même « libéraux » ont cessé de bénéficier de la confiance de la jeunesse.

L'ampleur et le succès de l'agitation étudiante, son extension dans les milieux lycéens ont été, en soi déjà très significatifs de l'état d'esprit en Tchécoslovaquie, très significatifs aussi des rapports entre les dirigeants et une partie du peuple. Mais l'aspect le plus important du mouvement de la semaine dernière a été certainement l'accueil trouvé par les étudiants dans la classe ouvrière.

Autant qu'on puisse le savoir, de nombreux ouvriers ont participé aux meetings tenus dans les facultés occupées. Des réunions d'entreprises ont voté des motions de solidarité avec les étudiants. Un mot d'ordre de grève de soutien aurait circulé dans de nombreuses usines de la capitale. De leur côté les cheminots de Prague avaient menacé de se mettre en grève au cas où le gouvernemnt aurait sévi contre les étudiants.

Ce mouvement de soutien a pris suffisamment d'ampleur pour inquiéter le gouvernement qui lança un appel pour dénoncer « les efforts déployés pour porter la grève dans les usines, divisant ainsi la classe ouvrière et l'unité des travailleurs ».

Le gouvernement a raison de s'inquiéter. A partir du moment où il avait choisi la capitulation, il se coupait à plus ou moins long terme de tous ceux qui n'étaient pas prêts à accepter sans réagir ni l'officialisation de l'occupation russe, ni l'abandon progressif des quelques libertés acquises depuis le début de l'année. Tout au moins pouvait-il escompter que la majorité de la population, démoralisée, désireuse d'éviter l'affrontement sanglant avec les troupes d'occupation, resterait derrière lui.

Or il se révèle que les quelques milliers de jeunes qui depuis la fin octobre manifestent de plus en plus ouvertement, de plus en plus violemment leur désapprobation de la politique gouvernementale, ne sont pas seuls.

Ils ont la sympathie et même le soutien actif d'une partie de la classe ouvrière.

Jusqu'ici, des défilés commémoratifs du cinquantenaire de l'Etat tchèque à la grève des trois jours en passant par la manifestation du 7 novembre, le mouvement de protestation a gagné à chaque étape en ampleur et en vigueur. Il a mobilisé chaque fois un plus grand nombre de personnes. Si cette mobilisation se poursuit, si la dislocation des illusions sur les dirigeants qui se complaisent de plus en plus dans le rôle de garde-chiourme pour le compte des Russes, n'aggravent pas la démoralisation et le désintérêt, malgré le renforcement des conservateurs au sein de la direction du Parti tchèque, la partie n'est pas encore définitivement gagnée pour Moscou.

ISRAEL : QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE

POUR la seconde fois les organisations palestiniennes ont frappé en plein cœur d'une ville israélienne. Une bombe a explosé sur un marché de Jérusalem faisant onze morts et une centaine de blessés. On se souvient qu'il y a environ deux mois un attentat semblable avait été commis à la gare routière de Tel Aviv. Les bonnes âmes, à Jérusalem, comme ailleurs, s'indignent et crient à la barbarie. Ces mêmes bonnes âmes qui, dans les salles de cinémas parisiens, lors de la projection du film pro-israélien « Un mur à Jérusalem », applaudissent à la destruction de villages arabes par les troupes juives...

(Photo U.P.I.)

Attentat à Jérusalem, au marché de Mahné Yehuda, le 22 novembre. 10 morts, 70 blessés.

Mais on ne peut oublier que l'Etat d'Israël est né et s'est maintenu par la force contre les populations arabes de Palestine.

Jusqu'en 1967, les éternels incidents de frontière entre l'Etat hébreux et ses voisins pouvaient laisser croire à des « responsabilités partagées ».

Mais depuis la guerre des six jours, à combien s'élève le nombre des victimes arabes, sans même parler de ceux qui sont tombés lors des opérations militaires ?

Combien de maisons ont été détruites à la dynamite sous prétexte qu'elles auraient abrité un « terroriste » ?

Combien de « suspects » arrêtés, malmenés, jetés en prison sous le moindre prétexte ?

Combien de villages rasés par représailles, combien de familles acculées à la famine, n'ayant plus ni gîte ni terre à cultiver ?

Evidemment, pour les dirigeants israéliens, cela s'appelle des « mesures de sécurité ».

Mais du côté arabe, lorsque l'occupant met une population à feu et à sang pour faire régner son « ordre », montrer qu'on peut être capable de rendre les coups, est également une mesure de sécurité (même si nous pensons que le terrorisme aveugle est un moyen de riposte infiniment moins efficace que les grèves de masses du début novembre).

Là aussi, il faut se souvenir que c'est l'armée israélienne qui, dans la pratique, a enseigné à la population arabe le respect par la terreur.

Les sionistes récoltent donc aujourd'hui ce qu''ils ont semé depuis plus d'un demi-siècle.

Levi Eshkol déclarait après l'attentat :

« Cette ignominie renforce notre conviction que la présence de nos troupes sur le canal de Suez, sur le Jourdain et sur la plateau syrien est notre vraie garantie de sécurité... » Les frontières seront sans doute bien gardées... mais le fruit est pourri à l'intérieur. Les rues de Tel Aviv, de Haifa ou de Jérusalem ne sont plus sûres. La résistance arabe est désormais une force avec laquelle l'armée d'Israël devra compter.

• CONFÉRENCE MONDIALE DES P. C. UN MONOLITHISME IMPOSSIBLE A RETROUVER

LA grande conférence mondiale des partis communistes est le véritable monstre du Loch Ness du mouvement stalinien. Il en est question périodiquement, depuis que la conférence des 81 partis à Moscou, en rendant publique la rupture sino-soviétique, entérina la fin du monolithisme du bloc stalinien.

Depuis lors cependant, malgré une pléthore de propositions et de projets, la conférence n'a pas pu se tenir. Tout au plus 19 partis acceptèrent à se réunir en 1965.

Enfin, en février dernier une conférence consultative avait pu se tenir à Budapest, où il fut décidé d'organiser à la fin de l'année une conférence mondiale, consacrée à la consolidation de l'unité des partis communistes. Heureux présage : la délégation roumaine avait quitté la réunion en claquant les portes.

La leçon pratique d'unité donnée par les Soviétiques en Tchécoslovaquie a quelque peu compromis les chances d'une conférence avant la fin de l'année. Elle vient d'être cependant décidée pour le mois de mai 1969. Non sans mal d'ailleurs.

Bien que les participants à la commission préparatoire se soient gardés de discuter des questions brûlantes, comme la Tchécoslovaquie, l'Italie et la Roumanie ont envisagé de ne participer à la conférence qu'en qualité d'observateurs, et plusieurs petits partis menacèrent même de la boycotter.

Les problèmes rencontrés depuis huit ans pour convoquer cette fameuse conférence destinée à consolider l'unité montrent en eux-mêmes déjà à quel point la recherche de cette unité est vaine.

Dans le mouvement stalinien, unité signifie monolithisme et ne peut pas signifier autre chose. Le véritable ciment de l'unité des PC à l'époque où elle était encore une réalité, fut l'hégémonie des Soviétiques. Et c'est précisément parce que pour rétablir l'unité, il faudrait rétablir l'hégémonie soviétique, non seulement idéologique mais même matérielle, que ni les Chinois ni les Albanais ou les Yougoslaves, ni en fin de compte la quasi totalité des PC n'en veulent plus.

La plupart des partis staliniens, en particulier les plus grands qui ont trouvé une place, une fonction au sein de leur propre société ou qui même assument la direction de leur propre Etat national, représentent et défendent les intérêts de leur Etat national ou des couches nationales sur lesquelles ils s'appuient. Entre leurs intérêts et ceux de la bureaucratie russe, s'il peut y avoir des convergences, il ne peut pas y avoir d'identité.

Alors, si les PC veulent bien palabrer sur l'unité, ils ne tiennent pas à se soumettre à une discipline, c'est-à-dire à une hégémonie comme en exerçait Moscou du temps de Staline. Tout au moins quand ils ont le choix. Et finalement, la seule action unitaire efficace dans le monde stalinien est du type de celle exercée par l'URSS en Tchécoslovaquie. Aussi, même si la conférence finit par se tenir comme prévu — ce qui n'est encore nullement certain — elle ne saurait être qu'une nouvelle confirmation que l'unité du mouvement stalinien est définitivement perdue.

DES LYCÉENS NOUS ÉCRIVENT :

• Dijon, lycée Carnot la police au lycée

LE jeudi 21 novembre, le C.A.L. du lycée Carnot de Dijon organise la projection de deux films, l'un traitant du Vietnam, l'autre du Mexique. Tous les lycéens et étudiants de Dijon sont invités.

A l'heure dite, un groupe important de jeunes se présente au lycée où les attend une surprise désagréable : un car de police stationne devant le lycée et deux individus en uniforme déambulent dans les locaux scolaires.

On notifie aux lycéens que la séance est interdite car « on n'admet pas l'agitation politique ». Les lycéens vont donc voir le film à la Faculté des Lettres.

Comme on le voit, les bonnes leçons de Marcellin sont appliquées avec zèle. Mais les lycéens décidés à ne pas s'en laisser conter convoquent pour le lendemain une Assemblée Générale des élèves du lycée. Cette Assemblée Générale regroupe une soixantaine de personnes parmi lesquelles cinq membres du GLA (Groupement des Lycéens Autonomes) les autres étant d'extrême-gauche.

On y décide d'un programme minimum à présenter au proviseur : liberté d'expression, de réunion, création de foyers, rénovation totale des méthodes pédagogiques, programme adopté à la majorité. Pendant toute la réunion, les membres du GLA font l'obstruction jusqu'à provoquer des heurts violents entre deux élèves de tendances opposées.

Après le départ du GLA, les élèves restant décident de présenter ces revendications, le lundi 25, au proviseur, en exigeant une réponse immédiate. En cas de refus, une grève serait déclenchée le mercredi 27, grève avec laquelle les délégués d'un autre lycée décident de se solidariser.

L'attitude d'un membre des syndicats de professeurs est à noter : il fait un plaidoyer larmoyant sur la situation cornélienne de ce pauvre proviseur déchiré entre ses sentiments de soutien vis-à-vis des élèves et la nécessité de conserver sa place et d'accomplir son devoir (sic...)

Quelle que soit l'issue de ce mouvement, il témoigne que les lycéens n'ont pas oublié les leçons de mai : ils ont compris que seule la lutte paie.

• A SAINT-NAZAIRE

Grèves des apprentis

ON parle beaucoup des jeunes. Ceux qui travaillent déjà — et qui subissent un abattement d'âge — ceux qui ne travaillent pas encore.

Il est une catégorie transitoire : les apprentis. En dehors des centres d'apprentissage patronaux et des sections de formation de l'enseignement technique, pullulent une multitude de jeunes apprentis isolés, un, deux, dans de petites entreprises, voire chez des artisans.

Il faut se rendre compte de l'oppression tant physique que morale exercée trop souvent sur ces jeunes travailleurs pour qui les prescriptions des contrats d'apprentissage (relevant d'articles de 1910 du code du travail) prennent leurs pleines mesures. Par exemple :

Devoirs du Maître (Livre 1er, art. 8) :

« Le Maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs soit dans la maison, soit au dehors, et avertir ses parents en cas de faute grave qu'il pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester. »

Devoirs de l'apprenti (Livre 1er, art. 11) :

« L'apprenti doit faire preuve de bonne conduite, de bonne volonté et d'assiduité. Il doit à son maître fidélité, obeissance et respect. »

En sus de ces prérogatives (pseudo) morales, leur horaire de travail atteint couramment 50-54 heures par semaine, cours professionnels compris. Ceux-ci n'étant payés que dans la mesure où ils ont lieu pendant l'horaire habituel de l'entreprise.

Très souvent, ils ont lieu le jeudi après-midi et le samedi après-midi, ce dernier n'étant pas payé bien entendu.

Assujetti au bon vouloir de l'employeur, qui fera effectuer les travaux qu'il aura décidé, même s'ils n'ont aucun rapport avec la profession donnée (c'est le cas dans la première année) ; puis, payé à coups de trique alors qu'il fera le travail de l'ouvrier en 3e année (les salaires sont d'environ 250 à 300 F par mois), l'apprenti n'a pratiquement pas de porte de sortie, sinon se taire pendant 3 ans, coincé entre le bon vouloir du maître (menaces, etc.) et l'œil des parents. « Ne te fais pas virer, sinon tu seras à la rue ». Ces jeunes ont en effet de grandes difficultés à trouver une place et la plupart du temps ils cherchent entre 6 mois et 2 ans pour « avoir la chance » d'être embauché comme apprenti, même si la profession en question n'a aucun débouché. Qu'importe d'ailleurs ! A 18 ans (17 ans maintenant), ils feront un stage de F.P.A. pour travailler comme O.S. dans une usine ou pour un « marchand d'hommes ».

Comment s'étonner de leur révolte ?

Ainsi, au C.E.T. de Saint-Nazaire : il y a deux ans, les apprentis qui venaient suivre les cours de préparation au C.A.P., avaient leurs horaires de cours bloqués sur la journée du jeudi. Cette journée entièrement prise sur la semaine de travail, leur était payée par le patron.

L'année dernière, sans aucune consultation des intéressés, bien sûr, l'administration décida de changer l'horaire : les jeunes viendraient le jeudi après-midi et le samedi après-midi.

Travaillant et habitant jusqu'à 20 km à la ronde, les jeunes se voyaient imposer une perte de salaire, puisque le samedi après-midi ne leur était pas payé, et une dépense de forces et de temps supplémentaire.

Cette année, cette décision arbitraire de l'administration étant maintenue, la centaine de jeunes apprentis a décidé d'imposer le retour à l'horaire d'il y a deux ans.

C'est ainsi que le samedi 16 novembre après-midi, ils refusaient de suivre les cours et prenaient la décision de faire grève.

Ils sont confrontés, dans leur mouvement, à de sérieuses difficultés. Eparpillés dans toutes les usines, petites et grandes de la région, se retrouvant à un ou deux sur le même lieu de travail, ils n'ont absolument aucun moyen de pression sur leur patron.

D'autre part, lorsqu'ils se retrouvent ensemble dans le C.E.T., celui-ci est vide de tous les autres élèves qui suivent eux des horaires normaux et ne viennent ni le jeudi, ni le samedi. Les apprentis affrontent donc seuls l'administration.

A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas encore quelle sera la réaction de l'administration, mais la détermination des apprentis et l'appui d'un certain nombre de leurs professeurs devraient être payante.

• A CLICHY

LES ÉTUDIANTS techniciens supérieurs en lutte

COMME presque toutes les Ecoles Supérieures Techniques l'ENREA (Ecole Nationale de Radiotechnique et d'Electricité Appliquée) était dirigée avant mai par un Directeur nommé par le Rectorat et un Conseil d'Administration avec plusieurs représentants du patronat. Ils devaient guider les études afin de les adapter au progrès technique. Mais une école d'électronique coûte horriblement cher et une grande partie des crédits viennent de grosses usines qui envoient également des professeurs. Ainsi, plusieurs professeurs de la C.S.F. enseignent à l'ENREA, financée également par Thomson. Le Brevet de Technicien Supérieur (B.T.S.) lui-même est directement sous la tutelle du patronat : le pourcentage de reçus varie d'une année à l'autre suivant le nombre de Techniciens supérieurs demandés dans l'industrie. On a vu, et le cas n'est pas une exception, un professeur, cadre à la C.S.F., commencer l'année en annonçant qu'il se chargerait de faire rentrer ses meilleurs élèves dans cette entreprise.

En mai, un bureau directorial avait été établi : constitué, outre le directeur et les représentants de l'administration, d'une majorité de représentants élus des professeurs, étudiants, agents de service, il était chargé de prendre toute décision concernant la marche de l'Ecole. Mais depuis la rentrée, le Directeur essayait de saborder ce bureau. D'autre part, le rectorat demande de modifier ces structures et de les adapter à la loi Faure.

Le 4 novembre, les 314 étudiants techniciens supérieurs se sont mis en grève (les 1.000 collégiens, lycéens et élèves ingénieurs de l'ENREA n'étant pas concernés). Leurs revendications étaient :

—respect des engagements pris en juin par l'administration.

— revalorisation de leur diplôme ; il n'est reconnu dans aucune convention collective et de nombreux diplômés ne trouvent pas de travail ou doivent accepter un emploi sans rapport avec leur qualification.

— combattre l'ingérence du patronat.

Finalement l'administration ne cèda rien. Les cours ont repris le 15 novembre, mais les élèves ne suivent que ceux qui leur paraissent valables.

Mardi 19, malgré l'interdiction du rectorat, 500 étudiants techniciens supérieurs tinrent un meeting à l'ENREA, à l'appel du Cadre des Etudiants du Supérieur Technique (CEST-UNEF) : les nombreux policiers présents près de l'école ne les intimidèrent pas et les étudiants étaient prêts à se défendre.

Les étudiants ne sont nullement découragés. Les menaces de l'administration de fermer l'école ne peuvent les empêcher de se révolter contre un enseignement abrutissant qui ne les préparent qu'à être une main-d'œuvre à bon compte bien docile.

Des lycées qui s'eveillent

• CLAUDE BERNARD A PARIS

AVANT mai, le lycée Claude-Bernard était parmi les plus passifs et les plus apolitiques. En mai c'est à l'appel des autres lycées que les élèves ont fait grève, mais le lycée ne fut pas occupé. Cependant comme partout, grâce à mai, l'audience des idées révolutionnaires s'est développée.

A la rentrée, les lycéens qui voulaient continuer le combat constituèrent un C.A.L.

Un mois plus tard, il se faisait connaître par une vente d'« Action » « Rouge » et « Lutte Ouvrière » et par des tracts appelant au meeting pour Mexico. La journée nationale des C.A.L. se traduisit par 2 meetings regroupant environ 500 personnes. La grève y fut votée à la grande surprise de l'administration. Des camarades qui voulaient créer un U.N.C.A.L. ont soutenu l'action du C.A.L. ; ce qui va à l'encontre des calomnies de « L'Humanité » sur les provocations gauchistes...

Quant au proviseur, il supplia de laisser « vivre notre maison heureuse ! » Au C.A.L. de démontrer que sa ligne politique n'est pas de « faire brûler les églises et les lycées » comme l'affirme « Paris-Presse » du 13-11, mais de regrouper ceux qui comprennent que lutter contre la répression débouche sur la lutte pour une société plus juste.

Des militants
du C.A.L. de Cl.-B.

• LYCÉE D'ÉTAMPES

La journée de grève des C.A.L. aurait été, selon la presse bourgeoise, pratiquement un échec. Je ne sais ce qu'il en est pour l'ensemble de la France, mais dans le lycée que je fréquente, à Etampes, on peut pratiquement parler de réussite.

Il y avait en effet hier près de 300 grévistes pour l'ensemble du second cycle qui compte quelques 600 élèves. Seulement la moitié peut-on penser, mais à Etampes, c'est déjà beaucoup mieux qu'en mai.

Malgré les avis de leur syndicat des professeurs nous ont témoigné leur solidarité. Notre professeur de mathématiques n'a pas fait cours aux élèves non grévistes de ma classe, seulement des exercices, bien que ceux-ci fussent majoritaires (si le C.E.T., les classes littéraires et économiques se sont montrés combattifs, les classes scientifiques ont peu suivi le mouvement) et le professeur de biologie a promis de nous refaire le cours.

Au début, l'administration a essayé de nous dissuader de faire grève, mais devant l'ampleur du mouvement, elle dut le tolérer.

Et le plus important à mon sens, c'est la création d'un C.A.L. En mai, nous avions échoué à cause de la dissémination des élèves, l'administration les ayant renvoyés chez eux.

Hier, 250 élèves se réunissaient avec la volonté de créer ce C.A.L. Très rapidement, une grande majorité se dessinait en faveur d'un C.A.L. de tendance « gauchiste ». Nous nous sommes divisés en commissions afin d'aborder les divers problèmes qui se posaient.

Aujourd'hui, au cours d'une nouvelle réunion, un bureau de volontaires a été formé. Nous comptons prendre contact avec les C.A.L. parisiens afin de coordonner l'action que nous entendons mener. Notre but à l'intérieur du lycée est d'informer politiquement la masse des lycéens en organisant des réunions sur des thèmes précis, réunions que nous voudrions voir ouvertes à des jeunes extérieurs au lycée, de démystifier l'enseignement, en mettant en évidence devant ceux qui ne s'en rendent pas compte que c'est un enseignement de classe, etc.

Donc, pour nous, nous pouvons parler de succès du mouvement révolutionnaire à Etampes.

LA CLASSE OUVRIERE NE DOIT PAS FAIRE LES FRAIS DE LA SPECULATION ET DE L'INCURIE DES CLASSES DOMINANTES

NON A L'AUSTERITE

(Photo U.P.I.)

Les ministres des Finances des 10 pays les plus riches réunis à Bonn.
(2e à partir de la gauche : ORTOLI.)

QUALIFIEE un jour d'absurdité, annoncée inéluctable la semaine suivante, démentie deux jours plus tard encore, la dévaluation est de toute manière dans l'air.

Le franc dit nouveau, qui fête précisément en cet automne le dixième anniversaire de sa conception, paraît bien malade. A l'âge des culottes courtes, il est déjà agité de tremblements séniles, et malgré les rodomontades de son père spirituel, on peut se demander s'il passera l'hiver.

Comment la situation en est-elle arrivée là ? Comment la France, qui vantait bien haut, il n'y a guère que quelques mois, ses réserves d'or et de devises, et qui proclamait son indépendance retrouvée, a-t-elle été amenée à mendier de ses partenaires européens une attitude compréhensive ?

Les gens de la majorité ne sont pas embarrassés pour fournir une explication : tout cela, disent-ils, c'est la faute des événements de mai et juin.

On connait la chanson. Avant mai 1968, tout ce qui allait de travers dans ce pays était attribué aux séquelles du « système » de la Quatrième République. Explication facile, mais qui commençait à être sérieusement usée. Depuis ce printemps, les gaullistes ont trouvé un nouveau bouc émissaire, ou plutôt quelques dizaines, les quelques dizaines d'enragés, qui seraient les seuls responsables de la grève générale de mai-juin, et de ses conséquences.

Si nos gouvernants peuvent prétendre cela impunément, c'est bien parce que le ridicule ne tue pas ! Mais pourtant, en invoquant cette fois-ci encore la crise de mai-juin, en prétendant que celle-ci est à l'origine des actuelles difficultés du franc, ils ne sont pas si loin que cela de la vérité.

Seulement voilà, ce ne sont ni les étudiants révoltés, ni les ouvriers en grève qui sont à l'origine de cette crise. Ce sont au contraire ceux qui ont permis le succès électoral du gaullisme.

Pour s'assurer ce succès, le gouvernement a joué à fond la peur des « rouges ». Et les bourgeois petits, moyens et grands, ont été sensibles à cette argumentation, puisqu'ils sont venus en masse porter leurs bulletins U.D.R. dans les urnes. Mais ils ont été logiques avec leur peur. Ils ne se sont pas contentés de cette précaution électorale. Ceux qui avaient des disponibilités liquides se sont empressés de les mettre en sûreté dans les coffres des banques allemandes ou suisses. Car s'ils voulaient bien donner à de Gaulle leurs voix, ils venaient de faire l'expérience que de Gaulle au pouvoir n'était précisément pas une garantie suffisante de « paix sociale ».

Les premiers départs de capitaux n'avaient pas forcément un caractère spéculatif, mais ils amorçaient un cycle : s'il y avait fuite de capitaux, c'est que certains se défiaient du franc, c'est qu'il y avait un risque de dévaluation sur lequel on pouvait parier, justement en envoyant ses capitaux à l'étranger. Pari d'autant plus tentant, pour un bourgeois prudent, que l'on ne peut le perdre. Tout au plus peut-on réaliser un coup nul, s'il n'y a pas de dévaluation. Mais il suffit alors de reconvertir ses francs suisses ou ses deutschmarks en monnaie nationale pour rentrer dans ses fonds. Cela ne coûte guère dans le pire des cas, (car même sans dévaluation on peut réaliser un gain au change), que les quelques centimes de frais qui permirent samedi soir aux commentateurs du journal télévisé de broder longuement sur le thème « les méchants spéculateurs sont bien punis, la dévaluation n'aura pas lieu » !

Ainsi s'accéléra un cercle vicieux, le pari sur la dévaluation devenant de plus en plus une certitude au fur et à mesure que les capitaux français prenaient le chemin des banques de Lausanne ou de Francfort. Et la menace se précisant, chaque possesseur de capital liquide se demandait pourquoi il serait le seul à ne pas profiter de la situation, et s'empressait de suivre le mouvement.

Comme quoi le sens de classe d'un bourgeois peut influer sur le choix de son bulletin de vote, mais pas plus. Pour le reste, c'est son intérêt personnel qui est déterminant. Et du Monde à Paris-Jour on peut bien se lamenter sur le manque de « civisme » et de « sens national » des spéculateurs, ce n'est pas cela qui arrêtera ladite spéculation.

Il faut remarquer d'ailleurs que ce ne sont pas tant les hommes des « trusts apatrides » comme dirait l'Humanité, qui sont à l'origine de cette crise, que la moyenne bourgeoisie que le même journal qualifie quelquefois, pour les besoins de la cause, de « bourgeoisie nationale ».

Les possibilités de bénéfices spéculatifs sont en effet relativement faibles pour les gros trusts, étant donné les faibles capitaux liquides dont ils peuvent disposer (par rapport aux immenses capitaux investis bien sûr). Et les trusts ont plus besoin que quiconque d'une stabilité économique qui leur permette des prévisions, et des investissements, à long terme.

Il n'en est pas de même pour les petits et moyens industriels, pour la petite bourgeoisie aisée. Ces gens-là peuvent plus facilement disposer de capitaux liquides importants (par rapport à leur richesse absolue), et les bénéfices spéculatifs peuvent alors représenter une fraction importante de leurs bénéfices globaux.

Et la situation leur était d'autant plus favorable au lendemain de la crise de mai-juin que le gouvernement, dans le but de relancer l'économie, offrait aux « petites et moyennes entreprises » des conditions de crédits extrêmement avantageuses, créant ainsi la tentation d'emprunter pour faire marcher son entreprise, et de passer ses propres capitaux à l'étranger. Quand le taux de bénéfice spéculatif escompté est largement supérieur au taux d'intérêt de l'emprunt, c'est une opération qui peut être extrêmement fructueuse.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule mesure prise par le gouvernement qui se soit retournée contre lui. C'est ainsi que la suppression du contrôle des changes, décidée en septembre pour essayer d'inculquer un renouveau de confiance dans le franc, a encore accéléré, en la facilitant, l'hémorragie de capitaux.

Le gouvernement s'est révélé totalement impuissant dans la lutte contre la spéculation. Ce n'est pas étonnant. La fonction de l'Etat bourgeois est d'opprimer les masses travailleuses, mais pas de réprimer les capitalistes, même quand ils se montrent aussi désespérément dénués de « civisme » et de « sens national ». Le pouvoir gaulliste s'est montré d'autant plus désarmé que le centre de gravité de son bonapartisme s'est considérablement déplacé à droite au cours et à la suite des événements de mai et juin. Ce n'est pas tant de Gaulle qui a sauvé la bourgeoisie en mai, que la bourgeoisie, grande et petite, qui a sauvé de Gaulle par ses suffrages en juin. Et ce n'est pas cela qui pouvait créer des conditions propices à la lutte contre la spéculation.

Mais il faut bien reconnaitre aussi qu'il n'est pas sûr du tout qu'un autre gouvernement bourgeois, ou qu'une autre politique, ait pu empêcher la crise. Tant que nous vivrons dans une société qui accepte de soumettre son économie au pouvoir absolu d'un dieu-papier monnaie sans valeur, de telles crises seront au contraire inévitables. Et il n'est au pouvoir de personne, ni de les prévoir, ni de les empêcher. Il n'y a que la révolution socialiste qui pourra construire une société où de pareilles choses ne seront plus possibles. Comme quoi, n'en déplaise à MM. Marcellin et Ortoli, ce sont les enragés de mai qui représentent la seule politique de stabilité de la monnaie.

Mais, quoi qu'il en soit, le régime ne sortira pas grandi de cette épreuve. Ni vis-à-vis des possédants qu'il représente, ni vis-à-vis des exploités.

Déjà, mai 68 avait réduit ses prétentions à néant. Depuis dix ans, il se présentait aux yeux de la bourgeoisie comme le régime de la stabilité et de la paix sociale. La Quatrième République, le « système » si décrié par les champions du gaullisme, n'avait jamais connu une crise d'une telle ampleur. Pour les bourgeois, pour ceux qui ont connu 36 et qui espéraient bien ne plus « revoir cela », comme pour ceux qui ne l'ont pas connu et qui viennent de découvrir concrètement le danger ouvrier, c'est une bien mauvaise surprise, et qu'ils ne mettront pas à l'actif du gaullisme.

Et voilà que la politique de ce régime entraine à présent une crise monétaire profonde. Deuxième mauvais point.

Si l'attitude de la bourgeoisie change par rapport au gaullisme, cela peut avoir des conséquences extrèmement importantes dans la vie politique française, surtout si une nouvelle crise éclate.

La bourgeoisie française en est peut-être à penser que sa trop complète victoire de juin se révèle à l'usage trop coûteuse, à se demander si elle n'aurait pas mieux fait alors de lâcher de Gaulle, et de choisir une solution Mitterrand ou Mendès France. Il est bien sûr aujourd'hui trop tard pour cela et la meilleure chance du gaullisme réside dans l'absence d'équipe et de politique de rechange. Mais il n'est pas sûr que cela lui soit suffisant si une nouvelle montée de luttes ouvrières se produit.

Or cela n'est pas impossible. Un échec du gaullisme en politique financière — et une dévaluation serait incontestablement, après les mâles paroles sur « l'absurdité » d'une telle mesure, un échec grave pour le prestige de de Gaulle — pourrait avoir les mêmes conséquences que l'échec de la répression policière au Quartier Latin dans la première décade de mai : démontrer aux yeux des masses la faiblesse réelle du régime.

C'est du moins l'effet que l'annonce de la dévaluation avait eu vendredi dans certaines entreprises, et notamment chez Renault, où l'atmosphère était « chaude ». Et il n'est pas exclu que ce soit la crainte de telles réactions qui ait amené de Gaulle à reculer devant la dévaluation.

Mais, ce n'est peut-être que reculer pour moins mal sauter. Et en attendant on commence à préparer les esprits à la politique d'austérité nécessaire. Et le samedi soir les journalistes de la télévision d'exalter en termes émus la politique menée en Angleterre par ce bon M. Wilson (ce qui, entre parenthèses, ne l'a pas empêché de dévaluer). Et si le directeur de l'hebdomadaire économique « La Vie Française », qui chantait la grandeur (morale et matérielle) des sacrifices nécessaires, n'a pas offert sur le champ la moitié de ses revenus à l'œuvre des industriels nécessiteux ce n'est, n'en doutons pas, qu'un oubli, car il a pratiquement invité les autres à le faire.

Quelle sera la réponse de la classe ouvrière à ce plan d'austérité qui est une véritable déclaration de guerre contre son niveau de vie ?

Elle n'entrera sans doute pas en lutte aussi facilement qu'il y a six mois. En mai, elle avait des illusions sur la volonté de lutte de ses organisations syndicales. Ces illusions, elle les a perdues. Elle devra passer par dessus les appareils pour entrer en lutte. Mais si elle le fait dans ces conditions, alors la bourgeoisie peut trembler, parce qu'elle sera infiniment moins facile à démobiliser qu'elle ne l'a été en juin et il ne suffira pas d'un tour de passe-passe électoral pour faire rentrer les travailleurs dans les usines.

Et d'ores et déjà, il appartient aux militants révolutionnaires de préparer la riposte ouvrière à la politique « d'austérité », politique d'agression patronale contre le niveau de vie des travailleurs.

A NOS LECTEURS

Nous recommandons à ceux de nos lecteurs qui collent LUTTE OUVRIERE en guise d'affiche de ne pas omettre, surtout si ils utilisent la première page de ce numéro, de barrer chaque feuille d'un trait de couleur en diagonale.

C'est, paraît-il, une obligation légale...

UNE DECLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

AINSI, d'après de Gaulle, la crise financière qui depuis quelques semaines menace l'économie française et inquiète les bourgeoisies les plus riches du monde, est due aux grèves de mai et « aux charges salariales énormes » qui en auraient découlé, paralysant l'économie.

Il a dit cela sans rire. Il sait que c'est faux, il sait que c'est stupide, mais il doit le dire, car, pour que la bourgeoisie française se sorte de la crise sans perdre trop de plumes, il faudra que ce soit les salariés et les catégories les plus pauvres de la population qui restreignent encore leur niveau de vie.

Ce ne sont pas les salaires distribués à la suite des augmentations de mai qui ont permis aux travailleurs d'ouvrir des comptes en banque en Suisse ou en Allemagne et de spéculer sur le franc. Ceux qui l'ont fait, ce sont justement ceux qui ont soutenu de Gaulle en mai et ont voté pour lui en juin.

Aujourd'hui, il sait bien que ce sont eux les responsables, mais il ne peut rien faire contre eux, car s'il a contribué à sauver leurs profits en mai, ce n'est pas pour les leur reprendre en novembre.

« L'intérêt national », le « salut commun », et autre foutaises sont de bonnes paroles destinées au peuple. La bourgeoisie pendant ce temps là va au plus payant.

Aujourd'hui, de Gaulle doit, pour réparer le sabordage des finances françaises, diminuer d'une dizaine de milliards de N.F. la « consommation intérieure », c'est-à-dire celle de la population. Il doit donc faire en sorte que, loin de progresser, le niveau de vie des travailleurs s'abaisse en 1969.

Et pour cela, il se permet de menacer, car son discours se termine par des menaces, contre les étudiants, les travailleurs et même les paysans.

Il menace aujourd'hui, mais se gardait bien d'en faire autant en mai. Et cependant, en mai, les travailleurs étaient en grève, mais ne se battaient pas. En tous cas pas avec la même hargne que les étudiants.

Que demain, les travailleurs, écœurés par le cynisme du représentant des financiers, entrent à nouveau en lutte, mais cette fois avec un peu moins d'illusions, et l'on verra si de Gaulle peut tenir le même langage.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

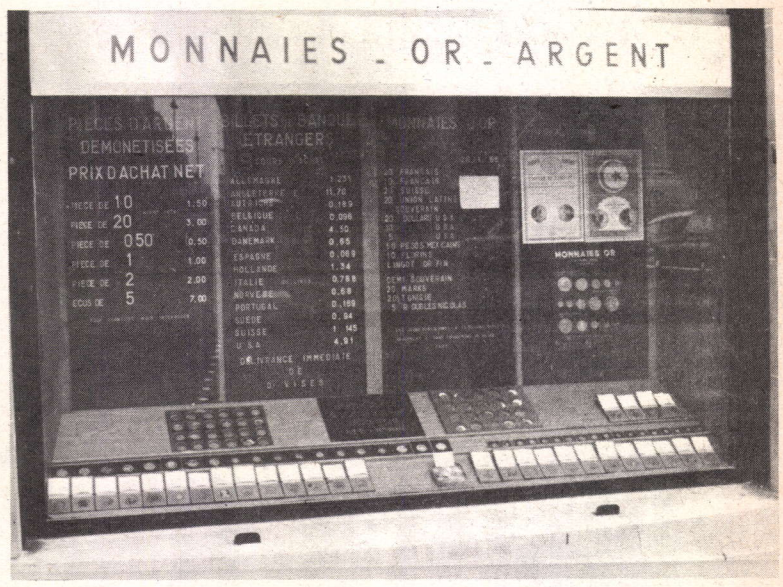
ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

la monnaie



Monnaie et argent sont, dans notre langue, des synonymes parce que l'argent métal a été longtemps utilisé comme monnaie mais la monnaie-papier de nos jours n'a qu'un très lointain rapport avec l'argent ou l'or.

La crise que nous traversons a justement son origine, à la base, dans le fait que les « billets de Banque » qui nous servent de monnaie ne représentent plus depuis longtemps le métal qu'ils sont sensés remplacer.

Lorsque les échanges d'objets étaient très réduits entre les hommes, le troc était le seul mode d'échange possible. D'ailleurs, lorsqu'à cause de la guerre notre société retombe dans la barbarie, le troc redevient le seul moyen d'échange entre particuliers et entre nations.

Mais au fur et à mesure que le commerce est apparu, conséquence de la multiplication des échanges, il devint commode, et bientôt nécessaire, d'utiliser une marchandise acceptée par tous, comme moyen d'échange et aussi comme moyen de mesure de la valeur des marchandises. C'est ainsi que dans certaines sociétés on compta en têtes de bétail, en fourrures, en grain, etc.

Inventées bien avant, les monnaies en métaux précieux se généralisèrent au cinquième siècle avant J.C. dans le bassin méditerranéen. L'or pouvait se diviser à l'infini, servant ainsi à régler les petites sommes aussi bien que les grosses.

Pour éviter de les peser à chaque vente, les pièces de monnaies de valeur connue (indiquée) et admise furent frappées par les Etats. Ils comprirent vite qu'ils pouvaient les altérer (les particuliers les limaient pour récupérer la poussière d'or, d'où les cannelures sur la tranche, pour éviter cette pratique) et les souverains qui battaient monnaie et qui manquaient de ressource réglaient leurs dépenses avec des pièces pesant moins qu'indiqué, ou dont le métal était impur. Bien des rois de France se sortirent d'impasses financières en trafiquant ainsi le poids ou l'aloi des monnaies. Ces pratiques furent tellement utiles aux gouvernants que souvent ils éliminèrent la concurrence en faisant, de l'émission de monnaie... un privilège étatique.

Il va sans dire que lorsque ces altérations étaient connues, la monnaie en question n'était guère recherchée et que, lorqu'on pouvait faire autrement, on évitait de se faire payer avec ou on ne la prenait que pour son poids réel d'or et non pour la valeur indiquée.

A cette époque moyenâgeuse, celle des sorcières et des croyances de toutes sortes, le monde reposait encore sur ses pieds dans le domaine du négoce et de la monnaie.

LE BILLET DE BANQUE

L'apparition du billet de banque **et de ses variantes ou substituts, effets, traites, billets à ordre, chèques, fut plus tardive.**

Il fut au départ, bien sûr, une invention de banquier pour effectuer des règlements de banque à banque ou permettre aux particuliers de ne pas transporter de fonds lorsqu'ils voyageaient, mais un billet à ordre d'une banque sur une autre, car les routes étaient peu sûres.

Mais, bientôt, les Etats firent de l'émission de billets de banque un privilège qu'ils s'octroyèrent (en le confiant à une banque importante du pays). La monnaie papier **était un billet signé par la banque d'émission qui affirmait que la somme indiquée était déposée en or dans ses coffres à la disposition du porteur.**

Bien entendu, cela pouvait être vrai, ou faux. D'autant que lorsque c'était faux, mais que personne ne réclamait l'échange, rien de fâcheux ne se produisait. L'Etat pouvait régler tous ses achats, toutes ses créances en tels billets, il n'avait même plus besoin de falsifier la monnaie, il suffisait de faire marcher la planche à billets aussi longtemps que nécessaire. Si celle-ci marchait trop et que la monnaie-papier émise était supérieure à ce qui était nécessaire pour les échanges et bien ceux qui en avaient trop la stockaient, la thésaurisaient, comme si c'était le l'or.

Bien entendu, un Etat riche n'avait pas besoin de ces pratiques, mais un état appauvri ou endetté...

L'une des premières expériences, en France, au dix-huitième siècle, fut celle des « assignats » de triste mémoire qui se termine par une faillite, car plus personne ne voulut les accepter. Mais la chose par sa commodité, fintt par s'imposer, aussi bien en France que dans tous les pays industrialisés.

Avant la première guerre mondiale, la plupart des bourgeoisies européennes étaient très riches, leurs états aussi et les monnaies papier qu'ils imprimaient représentaient effectivement les richesses considérables accumulées dans leurs coffres, par l'exploitation sans vergogne des travailleurs de l'époque du capitalisme en expansion et par le pillage d'immenses pays colonisés. Les monnaies papier avaient alors une « couverture » solide.

Mais avec la guerre, il n'en alla plus de même. Les énormes dépenses militaires enrichirent les marchands de canons mais appauvrirent les états. Ceux-ci recoururent à la monnaie. Mais plus personne n'avait confiance. Pour éviter que l'on refuse leurs chiffons de papier les Etats en imposèrent le cours forcé, c'est-à-dire « démonétisèrent » les pièces d'or, interdirent qu'on les utilise en paiement, interdirent l'utilisation pour les échanges de toute autre monnaie que la leur, interdirent de refuser leurs billets en paiement et déclarèrent qu'il n'était plus question qu'ils échangent ces billets contre de l'or (qu'ils n'avaient pas le plus souvent).

Et c'est ainsi que, par la force de la loi, le billet de banque put servir à se libérer de ses dettes et à régler ses achats bien qu'il n'eut d'autre valeur intrinsèque que celle que le gendarme lui donnait.

On oublia le gendarme, d'autant que ce n'est pas lui qu'on représente en effigie, mais Victor Hugo, Richelieu ou Napoléon, (en France bien sûr, dans les autres pays la face change si la farce reste) – et, aux temps modernes, à l'époque de l'atome des ingénieurs et pas des philosophes, de la lune des militaires et pas des poètes, la fortune des puissants, le travail des humbles, s'échangent centre ces chiffons de papier multicolores, symboles dérisoires de la fortune, qui n'ont pas même la valeur propre du travail qu'ils ont coûté pour les fabriquer, car une fois « démonétisés » ils ne peuvent servir à rien, trop épais pour le plus humble des usages.

L'INFLATION

L'inflation c'est ce qui se produit lorsque les habitants d'un pays perdent confiance en leur monnaie. Ils n'en veulent plus et comme ils sont quand même forcés de l'accepter, ils se dépêchent d'acheter tout ce qu'ils peuvent. La monnaie en trop n'est plus thésaurisée, les comptes d'épargne se vident et, comme chacun veut acheter le plus vite possible car, soudain, les billets précédemment chéris brûlent les doigts, les prix montent puisque le prix d'une marchandise c'est, dans notre époque folle, le nombre de billets contre laquelle on accepte de l'échanger. En période d'inflation ceux qui vendent, ne vendent que si on leur donne vraiment beaucoup de billets (dans l'espoir de les échanger au plus vite) et ceux qui achètent sont tentés de le faire quel que soit le nombre de ces billets méprisés qu'on leur demande. Cela paraît être un phénomène psychologique aberrant, mais ce n'est pas à ce moment-là que nous sommes fous, c'est lorsque nous nous croyons riches en face de nos économies.

Bien évidemment ces périodes se situent principalement au moment où il est manifeste que l'Etat paie ses dettes et règle ses dépenses en monnaie de singe. Après la première guerre mondiale et après la seconde, tous les pays d'Europe furent ravagés par l'inflation.

et ses avatars

LA DÉFLATION

C'est ce que de Gaulle nous réserve. Il s'agit pour l'Etat de récupérer le maximum des billets qui sont en circulation. Il s'agit pour lui de dépenser moins par des restrictions de crédits - et en particulier en versant moins de salaires à ceux qui travaillent directement ou indirectement pour lui (un tiers des salariés en France) et d'augmenter les impôts, les impôts directs, mais surtout les impôts indirects.

LE CAS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Un état peut imposer le cours forcé de sa monnaie-chiffon à l'intérieur de ses frontières mais ce n'est qu'en de rares exceptions qu'il peut en faire autant à l'extérieur, cas des pays qui sont sous sa domination économique, sa domination politique ou sous sa botte militaire. C'est ainsi que les U.S.A. imposent plus ou moins le cours forcé du dollar au monde entier, que la France imposait son Franc à ses colonies et que l'Allemagne imposait un « Mark d'occupation » aux pays qu'elle occupait lors de la dernière guerre (ce que les vainqueurs ont fait aussi).

Mais ces rapports ne sont pas la règle et il faut bien dire que les billets de Sainte-farce qu'on appelle monnaie, s'ils permettent au commerce intérieur de se faire tant bien que mal, compliquent fort le commerce international.

Le plus simple est évidemment de tout régler en or. Cela s'est fait longtemps. Chacun se défiait à juste titre, de la monnaie du voisin et n'acceptait que des espèces sonnantes.

Mais de l'or, il fallait en avoir et c'est justement ce qui manquait. Alors... alors, pour ne prendre que la période qui commença après la deuxième guerre mondiale, il n'y eut guère d'échanges internationaux, ou, plus exactement, il n'y en eut que grâce au « crédit ».

Les U.S.A. ne pouvaient laisser l'Europe dans l'état de marasme économique dans lequel elle se trouvait, sans craindre des troubles. Pour aider les bourgeoisies européennes ils prêtèrent des dollars, lesquels servirent à ces bourgeoisies à acheter, aux U.S.A. bien sûr, ce qu'il leur fallait.

Les premiers échanges qui reprirent furent, à part ceux-là, les échanges avec les colonies : là pas trop de problèmes monétaires, on achetait à bas prix les matières premières industrielles et agricoles que ces pays produisent et on leur vendait, à prix fort, une production industrielle de mauvaise qualité. Les balances avec ces pays étaient équilibrées pour la bonne raison qu'ils n'avaient pas voix au chapitre pour discuter les prix.

Pour les échanges entre partenaires égaux, on eut recours tout simplement au bon vieux troc : l'Espagne a besoin de machines et a des oranges à vendre, et bien des ministres vont arranger cela, et l'on concluait un « accord bipartite » qui permettait à la France et à l'Espagne d'échanger oranges et machines pour une même valeur, sans avoir besoin de se faire l'affront de se refuser leur monnaie respective. Evidemment cela limitait pas mal le commerce international. Puis on inventa les « échanges tripartites ». Ce fut un gros progrès : dès qu'on avait trouvé un pays qui voulait bien de notre vin, par exemple, mais qui ne possédait rien que l'on puisse lui acheter, il suffisait de trouver un tiers qui eut à la fois quelque chose à nous vendre et quelque chose à acheter au premier. Cela élargit les possibilités et inutile de dire que nos ministres qui signèrent pas mal de tels accords tripartites entre 1945 et 1950, eurent beaucoup de travail, et que les « missions économiques » tous azimuts crurent à l'époque autant que les billets. Mais c'était là, encore du troc.

Le progrès des progrès fut de créer une banque internationale, qui créa non une nouvelle monnaie internationale mais qui garantisse les monnaies nationales utilisées en paiement par les différentes nations, grâce à un fond créé en commun. Chaque état, lorsqu'il considère qu'il commence à avoir un peu trop de telle ou telle monnaie d'un des pays membres, peut l'échanger à la banque internationale contre une autre monnaie dont il possède une moindre quantité (elles ne sont pas plus « valables » les unes que les autres, mais nous verrons plus loin qu'il est dangereux d'en posséder trop d'une seule). La banque internationale échange chaque monnaie jusqu'à une certaine limite, un plafond au-dessus duquel elle demande à l'état concerné de reprendre sa monnaie en donnant d'autres monnaies, ou de l'or, à la place.

C'est un système où l'on ne se fait guère confiance mais les différents états sont bien obligés d'en passer par là sous peine de voir tout le commerce international s'arrêter. Ils savent que leurs monnaies respectives ne valent rien... mais ils limitent la casse, et tant que ça tourne... Cette banque internationale, garantie par les pays les plus riches, a finalement permis aux échanges de reprendre de façon importante et cela en utilisant les monnaies nationales pour en régler une partie importante. Bien entendu, les U.S.A. ayant servi de banquier directement à la plupart des pays occidentaux - et même aux autres - une grande partie des réserves de la banque internationale comme des réserves des états nationaux, est constituée de dollars.

Evidemment tout le commerce international repose sur ce « système monétaire international » qui lui-même ne repose sur rien d'autre que la fiction - admise - des monnaies-papier nationales. C'est dire que le commerce capitaliste international repose sur un gouffre : celui des budgets réunis de tous les états capitalistes.

LA DÉVALUATION

Malgré les artifices utilisés par les différents pays il leur faut bien quand même, utiliser l'or comme instrument de mesure pour déterminer la valeur, le change d'une monnaie contre une autre. Si l'on dit que 0,80 franc = 1 peseta, par exemple, cela signifie qu'1 peseta vaut 20 % de moins d'or qu'1 franc. «Vaut» n'est pas le mot, en réalité cela signifie seulement que chaque état s'engage à donner la quantité d'or en question à toute banque étrangère qui le lui réclamerait en échange de sa monnaie.

A l'heure actuelle le Franc « vaut » officiellement 0,18 gramme d'or.

Bien sûr, chacun sait que cela n'est pas vrai et que chaque état n'a pas en or dans ses coffres la millième partie (voire moins) de l'or correspondant aux billets qu'il a émis.

Mais on sait que statistiquement à l'échelle internationale cette fiction est utile, voire indispensable, donc valable. En effet, un état n'a en temps normal à l'étranger qu'une faible partie des billets qu'il a émis. Or ses « nationaux » ne peuvent pas lui réclamer l'or correspondant. Et les banques étrangères ne le feront que si elles ont trop de ses billets. En temps normal elle ne le feront pas toutes à la fois et, en conséquence, statistiquement, l'état considéré, s'il n'a pas de difficultés particulières, pourra toujours échanger contre de l'or (ou des devises « fortes ») les relativement petites quantités de monnaie dont on lui demandera l'échange.

Pour que cela fonctionne, il faut bien entendu que chacun joue le jeu, fasse semblant de croire à la valeur de chaque monnaie et c'est pourquoi tous ces gens là se serrent les coudes lorsqu'il arrive quelque chose à la monnaie d'un des pays « riches ».

Dévaluer, cela signifie qu'un pays annonce officiellement qu'il échangera dorénavant sa monnaie contre moins d'or qu'auparavant.

C'est une mesure grave et il n'y a généralement qu'en deux circonstances qu'un pays peut s'y résoudre, deux circonstances qui se combinent le plus souvent, mais qu'il vaut mieux voir séparément.

Premier cas, un pays où sévit l'inflation voit les prix augmenter sur son marché intérieur. Les industriels payent tout plus cher. Puisque leurs produits se vendent plus cher, ils deviennent moins concurrentiels sur les marchés étrangers, tandis qu'au contraire les marchandises étrangères paraissent moins chères (tant que le taux de change ne varie pas, le prix des marchandises étrangères ne varie pas).

Par conséquent, un pays dans cette situation voit ses exportations diminuer, tandis que ses importations (si aucune mesure restrictive n'est prise) augmentent. Sa balance commerciale devient rapidement déficitaire et sa balance des paiements aussi. Il donne plus d'argent qu'il n'en reçoit et fera faillite à brève échéance.

La dévaluation, en changeant le taux d'échange de sa monnaie, va diminuer le prix des marchandises qu'il exporte, le rendant à nouveau compétitif si la dévaluation est suffisante, et augmenter le prix des marchandises qu'il importe. Ses exportations vont augmenter et ses importations vont diminuer. Si tout va bien sa balance commerciale va se rétablir. Cela n'aura qu'un effet momentané si la cause de l'inflation n'est pas supprimée car la dévaluation entraîne la hausse des prix à cause de l'augmentation du coût des matières premières importées.

Deuxième cas, un pays dont la balance des paiements (voir article sur ce sujet) est déficitaire depuis un certain temps - pour la raison ci-dessus ou pour une autre - a donc payé un grand nombre de ses achats avec sa propre monnaie. Il a donc une partie importante de la totalité de sa monnaie au dehors. Beaucoup de pays en détiennent trop à leur gré peut-être. La banque internationale aussi. Ils peuvent lui en demander, en même temps, le remboursement, ce qui ne lui serait pas possible. La dévaluation est alors l'annonce que l'on ne tiendra pas parole et qu'on donnera moins que promis pour la monnaie détenue par les banques étrangères. C'est une façon de diminuer l'importance de ses dettes. En morale commerciale, cela s'appellerait une banqueroute, mais les états n'ont pas de telles pudeurs. Et, contrairement aux commerçants, ils ont le droit de recommencer. Evidemment, dans ce cas aussi la dévaluation, par la stimulation des exportations et le freinage des importations, contribuera à améliorer la balance commerciale et celle des paiements.

PAR QUOI DE GAULLE VA-T-IL REMPLACER LA DÉVALUATION ?

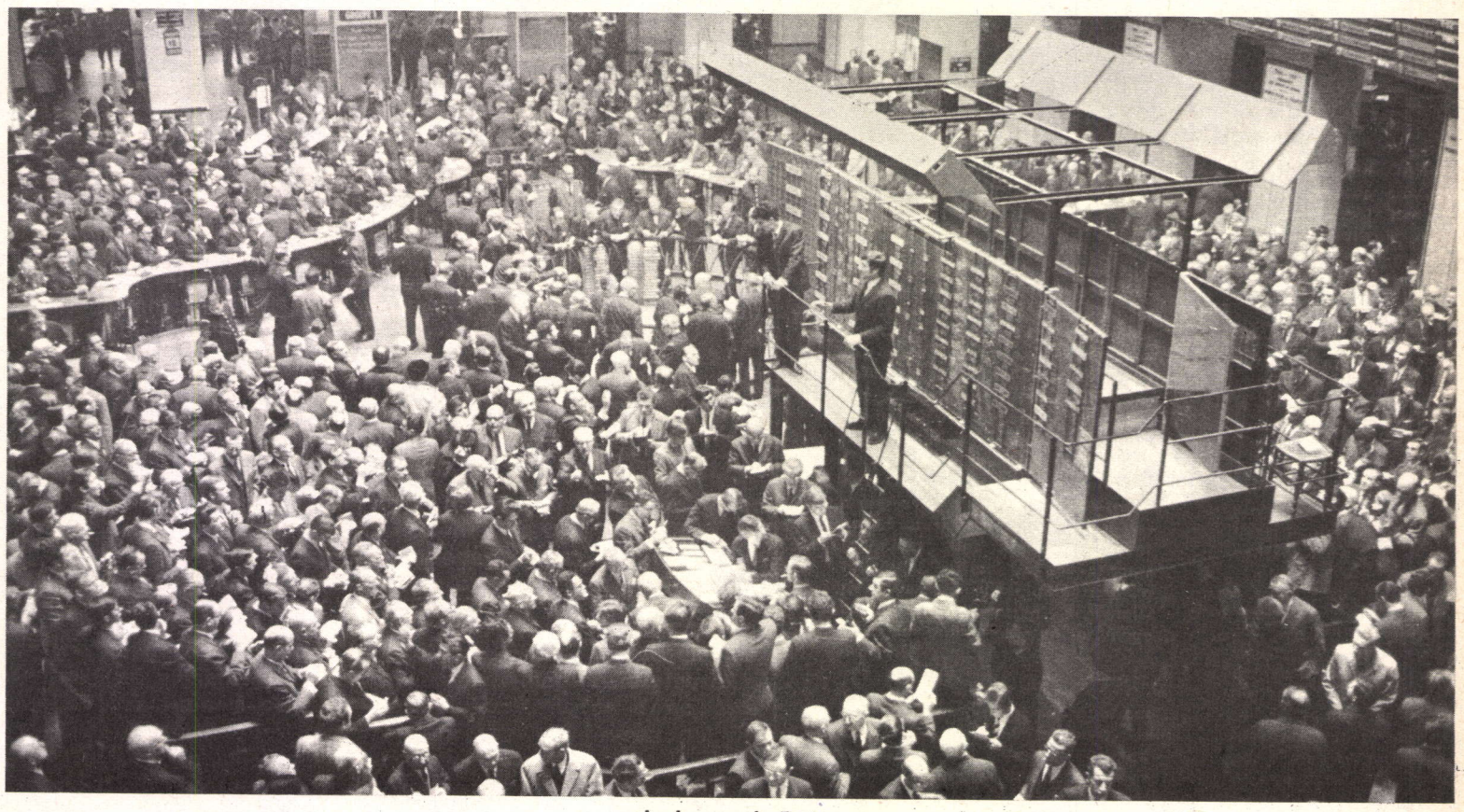
Le prêt que les « nations riches » lui ont consenti va lui permettre de payer tous les francs qu'on lui présentera. En principe, il espère que cela ramènera la confiance dans le franc... et qu'en conséquence personne ne lui en présentera. Si cela marche, cela veut dire qu'il n'y aura ni réévaluation du mark, ni dévaluation du franc, donc ceux qui ont spéculé sur l'une ou l'autre de ces éventualités, vont se dire, d'après de Gaulle, que maintenant qu'il a parlé, il n'y a plus d'espoir et que la seule issue est de ramener les francs balladeurs au sein de la mère-patrie. En fait, ces francs, il espère qu'ils reviendront sous forme de devises.

Par ailleurs il lui faudra éviter que l'état dépense plus qu'il ne reçoit, éviter de faire marcher officiellement la planche à billets, donc accroître la masse monétaire et diminuer la confiance. Il faut donc que l'Etat diminue ses dépenses et renonce à l'impasse budgétaire. Pour cela suppression d'un grand nombre de dépenses - dont peut-être une partie de la force de frappe - mais aussi suppression de postes pour les fonctionnaires, etc., suppression des subventions aux services publics, donc augmentation de l'E.D.F., de la S.N.C.F., des P.T.T., etc.

Mais il faut surtout diminuer les importations et augmenter les exportations sans l'aide de la dévaluation, c'est-à-dire diminuer la consommation intérieure. Pour cela il faut que malgré l'augmentation des services publics, les prix de production n'augmentent pas, pour que les produits français restent compétitifs sur les marchés étrangers. Donc blocage des prix certes, mais pas de tous, et sûrement blocage des salaires. Détaxes sur les produits exportés, taxes normales ou accrues sur les produits consommés à l'intérieur des frontières et taxes accrues sur les produits importés (comme il faut que l'Etat ne soit pas en déficit et augmente ses ressources, il faut que malgré les détaxes à l'exportation, le total des taxes soit constant ou en augmentation). Peut-être diminution de la main-d'œuvre étrangère, à moins qu'un peu de chômage soit utile...

Autrement dit, dévaluation ou pas dévaluation, de Gaulle va faire payer les effets de la démence du système capitaliste, aux classes les plus pauvres, travailleurs, paysans, retraités et aussi petits commerçants.

Dans ce domaine, il n'est pas question d'un quelconque « intérêt national », une seule question se pose, nous laisserons-nous accuser des crimes des autres, nous laisserons-nous condamner à leur place, nous laisserons-nous faire ?



La bourse de Paris

(Photo A.F.P.)

Pourquoi de Gaulle a-t-il reculé devant la dévaluation ?

LA dévaluation est un artifice technique pour renverser provisoirement la balance commerciale d'un pays en favorisant les exportations au détriment des importations.

Dans le cas d'une crise financière comme l'actuelle, la dévaluation ne résout pas tout, et doit forcément s'accompagner d'autres mesures restrictives.

Mais ce qui a décidé de Gaulle à renoncer à la dévaluation, ce ne sont pas les raisons techniques, mais une contrainte politique.

Le régime gaulliste est celui qui convient le mieux à la défense des intérêts de la bourgeoisie française. Pour qu'il puisse jouer ce rôle, de Gaulle doit rester l'homme fort, l'arbitre, celui qui reste seul dans la tempête et prend seul les décisions voulues. Il lui faut ce prestige pour pouvoir se passer de la démocratie parlementaire, c'est-à-dire de l'aide et en même temps du contrôle des partis politiques.

En mai dernier, le prestige de de Gaulle avait subi un revers important. La classe ouvrière qui supportait le régime depuis dix ans l'avait cru soudain abattu et l'avait crié dans les rues noires de monde, et dans les usines désertées et immobilisées.

De Gaulle et son régime s'en étaient sortis, mais la bourgeoisie française avait été à deux doigts de ne pas lui pardonner la crise de mai. « Quoi ! ce régime qui existait depuis dix ans, qui nous protégeait soi-disant de toutes les explosions sociales, était celui qui nous avait valu, et dont l'incompétence avait peut-être même provoqué, la plus grave crise sociale depuis trente ans ! »

La bourgeoisie avait été à deux doigts d'opter pour Mitterrand et ce n'est que le rétablissement de de Gaulle... qui lui avait valu son pardon.

Pardon tout relatif d'ailleurs puisque, chat échaudé craint l'eau froide, les financiers de tout poil avaient préféré mettre leur sacro-saint capital à l'abri, à l'extérieur des frontières, des foucades gaullistes.

La dévaluation eut été, même pour ceux qui en étaient à l'origine, la preuve de l'incapacité gaulliste à gérer leurs affaires, la preuve qu'ils avaient eu raison de protéger leurs fonds.

Et puis, pour de Gaulle qui, depuis dix ans, a fait du franc le symbole de la solidité du régime, la dévaluation — intervenant moins d'une semaine après qu'il eut dit qu'elle serait absurde — aurait ruiné son crédit personnel, son prestige et son audience auprès de tous ceux, paysans, petits commerçants, « Français moyens » de toutes conditions, qui l'avaient soutenu de leurs suffrages aux dernières élections. Cette masse de gens, qui l'avait protégé des « gauchistes » qui en voulaient, croyaient-ils, à leurs quatre sous, n'auraient pas pardonné à de Gaulle de déprécier officiellement les quatre sous en question. Et peut-être même n'auraient-ils plus pris, en cas de crise, le parti du fossoyeur du Franc contre les barricadiers.

C'est tout cela que craignait, à juste titre, de Gaulle et qui l'a fait reculer devant la dévaluation

Il tente maintenant de se présenter comme celui qui, seul une fois de plus, a évité la dévaluation. Il compte même pouvoir ainsi imposer facilement des mesures restrictives pires que la dévaluation et qui auraient, de toute façon, au moins en partie, dû l'accompagner.

Arrivera-t-il à tromper l'ensemble de la population au point de lui faire lêcher la main qui l'opprime ? C'est possible, mais c'est peu probable.

D'autant plus que, quelle que soit l'importance des mesures que va prendre de Gaulle, il n'est pas du tout exclu que d'ici à quelques mois le franc doive quand même être dévalué ; il n'est même pas dit que de Gaulle ne le sache pas et ne le prévoie pas déjà, préférant remettre à après-demain ce qu'il craint de faire aujourd'hui.

Le ministère des Finances.

La guerre des monnaies

APRES la première crise qui aboutit à la dévaluation de la livre voici un an, après la seconde crise qui a entraîné une suppression partielle de la convertibilité or du dollar, la troisième vient d'atteindre le franc. Le système monétaire international, reposant non sur l'or mais sur des « conventions monétaires », fictions définissant la « valeur » internationale des monnaies papier se révèle de plus en plus instable, de plus en plus difficile à maintenir. L'ombre d'une grande crise économique mondiale du type de celle de 1929 plane, conséquence possible d'une crise généralisée des monnaies qui freinerait ou détruirait les possibilités de commerce international.

Malgré cette menace les compromis deviennent de plus en plus difficiles entre bourgeoisies nationales rivales, les heurts d'intérêts plus âpres. Ainsi à Bonn, on a pu voir dans le cadre d'une « partie de poker » comme le dit joliment la radio, où le sort de millions de personnes se jouait, une coalition anglo-franco-américaine exiger, le premier jour, la réévaluation du mark : « Que l'Allemagne paie » !

Si l'Allemagne a résisté, elle a fait des concessions. Si la réévaluation ne fut pas officiellement acceptée, des mesures équivalentes mais temporaires furent décidées. Les industriels allemands durent payer un peu pour les anciens vainqueurs en limitant leurs exportations pendant 15 mois.

D'un autre côté, un second marchandage aussi sordide s'organisait autour de la dévaluation du franc. M.ORTOLI pour obtenir le maximum de crédits et d'aide a dû menacer de dévaluer le franc (de 25 % au départ) et donc de rendre les produits français à l'étranger meilleur marché, obligeant tous les autres à dévaluer en cascade.

Mais le point important est que rien n'est réglé. Si le franc. la livre et même le dollar sont vulnérables, cela est dû à l'inflation intérieure qui mine le pouvoir d'achat de ces monnaies et amène un jour ou l'autre leur dévaluation par rapport aux monnaies restées plus stables ou tout simplement par rapport à l'or. Cette instabilité favorise la spéculation : quant une monnaie a perdu de son pouvoir d'achat les possédants en vendent au maximum pour en racheter après la dévaluation.

Après le franc, les spéculateurs vont spéculer sur la livre... en attendant peut-être de s'attaquer de nouveau au dollar, étalon du commerce mondial et dont la chute aurait des conséquences considérables.

La seule solution pour éviter à la fois cette guerre de dévaluations et cette spéculation serait de maintenir la valeur de la monnaie, de refuser l'inflation.

Mais les industriels capitalistes de tous les pays, vivent de plus en plus des commandes de l'Etat, par le développement des industries de guerre, par les subventions, etc., par tout ce qui rend le budget de l'Etat constamment déficitaire.

L'inflation généralisée c'est la maladie de sénilité du capitalisme pourrissant.

En retardant les crises particulières des industries nationales par l'inflation, en s'entr'aidant, en s'appuyant sur la bourgeoisie américaine, la plus puissante, le monde capitaliste se survit en accumulant ses contradictions.

Il nous prépare pour demain une crise généralisée d'autant plus grave et où il n'y aura plus d'autre choix qu'entre le socialisme et la guerre.

Balance commerciale et balance des paiements

La balance commerciale **est l'équilibre — qui peut être atteint ou pas — entre les importations d'un pays et ses exportations. Lorsque les importations sont plus grandes que les exportations, que le pays achète plus à l'étranger qu'il ne lui vend, il vit sur ses réserves et s'appauvrit. Dans le cas contraire il s'enrichit.**

La balance des paiements **est l'équilibre entre ce qu'un pays paye aux pays étrangers et ce qu'il reçoit d'eux.**

La balance des paiements est évidemment liée en premier lieu à la balance commerciale, puisque les principaux débits viennent du paiement des importations et les crédits de la vente des exportations.

Un pays qui a sa balance commerciale équilibrée a en gros, sa balance des paiements équilibrée aussi. Mais, cependant, des déficits ou des excédents de la balance des paiements peuvent se produire indépendamment de la balance commerciale, car des mouvements de fonds entre un pays et l'étranger peuvent se produire indépendamment des importations et des exportations, c'est-à-dire du mouvement des marchandises.

Ces mouvements de fonds se faisant indépendamment de tout échange de marchandises sont, par exemple, les paiements, ou recettes, d'intérêts sur des emprunts, ou des bénéfices reçus de l'étranger pour des capitaux qui y sont placés (ou versés à des capitaux étrangers investis dans le pays).

Ces mouvements de fonds peuvent avoir lieu dans les deux sens et s'équiliber ou dans un seul sens et contribuer à appauvrir ou à enrichir un pays. Ils peuvent être faibles par rapport au volume global des échanges de marchandises et n'avoir qu'une faible incidence sur la balance des paiements ou, c'est le contraire.

Mais ces mouvements-là sont généralement continus et assez lents. Et un pays qui a sa balance des paiements très excédentaire ne thésaurise pas longtemps ses excédents sous forme d'or ou de monnaie... Il les dépense en important des biens consommables et sa balance commerciale s'équilibre à un niveau plus élevé. Quand aux pays qui ont une balance des paiements déficitaire, ils doivent augmenter leurs exportations sous peine de s'appauvrir jusqu'à la faillite, une fois leurs réserves, s'ils en ont, épuisées.

LE CAS DE LA FRANCE

Depuis déjà le début de l'année 1968, la balance commerciale de la France n'était pas équilibrée. En janvier, février, mars, avril 1968, les exportations ne représentaient que 93,7 % des importations, en juillet 94,7 % en août 94,2 %, en septembre 87 %, en octobre 91 %.

Du fait de ce déficit de la balance commerciale, déficit qui n'était pas compensé par ailleurs, au contraire, la France perdait chaque mois une partie de ses réserves. Mais celles-ci étaient importantes et ce n'est pas cela qui a provoqué la crise actuelle.

Mais la balance des paiements française vient d'être victime de mouvements de fonds qui ne correspondent à aucune des catégories exposées ci-dessus, et que les journalistes et économistes bourgeois appellent « spéculation » pour la circonstance.

Lorsque les possesseurs de fortune n'ont pas confiance dans la monnaie dans laquelle cette fortune est exprimée, soit ils achètent des marchandises ayant une valeur propre : terre, immeubles, pierres précieuses, or, soit ils changent leur monnaie pour une monnaie en laquelle ils ont plus confiance, ou ils achètent des « actions » de sociétés étrangères, actions dont la valeur est exprimée dans une monnaie qui paraît de meilleur aloi. Tant que cela reste faible et que cela se passe uniquement avec des valeurs ou des marchandises qui sont déjà en vente sur le marché intérieur, cela n'a pas beaucoup d'importance. Mais quand cette demande accrue provoque l'arrivée accrue sur ce marché intérieur de marchandises, d'actions, d'or, de devises étrangères cela accroit d'autant les débits de la balance des paiements.

Et lorsque les possédants n'ont pas confiance du tout, dans la monnaie, ils ne se contentent pas d'acheter sur le marché intérieur. Ils font tout simplement passer la frontière à leur argent pour le mettre à l'abri, à l'étranger, sous forme de devises étrangères.

Et lorsque cette situation est devenue telle qu'une dévaluation de la monnaie est dans l'air, tous ceux qui ont un peu d'argent suivent le mouvement pour mettre leur fortune à l'abri et d'autres enfin, les seuls « spéculateurs » de l'affaire, se procurent tout l'argent qu'ils peuvent pour acheter des devises et les revendre plus cher après la dévaluation.

Il est bien évident que ce ne sont ni les smigards, ni les grévistes de mai, ni les étudiants qui se sont amusés à ce jeu. Au contraire, eux, ils auraient eu à l'époque une bonne solution pour s'y opposer : confisquer le capital partout où il se trouve quelle que soit sa forme. Mais de Gaulle, en défenseur du veau d'or — du veau de papier, devrait-on dire — n'a plus qu'à leur faire payer l'incurie du régime des nantis.

Les livres

COHN-BENDIT
LE GAUCHISME
REMÈDE A LA MALADIE SÉNILE DU COMMUNISME

combats
SEUIL

PARU récemment aux Editions du Seuil, le livre de Cohn-Bendit, « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme », revêt une importance particulière. Non pas tant par la nouveauté des idées qu'il défend, que parce qu'il témoigne de la nouvelle vigueur qu'ont pris les idées anarchistes, à la faveur de la crise de mai. Par réaction contre le bureaucratisme du P.C.F., considéré comme inhérent à toute organisation en général, ces idées mettent au premier plan la « spontanéité des masses ».

« Lutte Ouvrière », on le sait, pense que la principale leçon à tirer des événements de mai est la nécessité d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, capable de contester au P.C.F. le monopole de l'expression politique en milieu ouvrier.

Cohn-Bendit nie cette nécessité. Par nature même, affirme-t-il, tout parti, quel qu'il soit, ne peut qu'être un frein à l'initiative des masses populaires, à leur volonté de lutte.

Le livre de Cohn-Bendit se présente d'abord comme une historique de la crise de mai, où, au fil des événements, il développe ses thèses, analyse les limites et les possibilités de mai. Dans cet historique, nous choisissons un passage, parce qu'il est, à notre avis, caractéristique : celui qui parle de la nuit du 24 mai (page 75).

On s'en souvient, ce vendredi-là, veille de l'ouverture des négociations de Grenelle, au plus fort du mouvement de grève, des manifestations étudiantes, ouvrières et même paysannes eurent lieu dans toute la France. A Paris, alors que deux cortèges C.G.T. défilaient « dans le calme et la dignité », 100.000 étudiants et ouvriers, rassemblés à la gare de Lyon, puis à la Bourse, devaient ensuite se battre, toute la nuit, dans tout Paris, contre les forces de l'ordre.

Cohn-Bendit pense qu'il aurait été possible, ce soir-là, de faire bien plus : « La prise des ministères et des édifices publics avait pour but de provoquer la prise de conscience de toute une population du fait que cet appareil d'Etat n'était plus rien (...) et que, dès lors, tout était à reconstruire sur de nouvelles bases. Il est en effet évident que si, le 25 mai au matin, Paris s'était réveillé avec plusieurs ministères occupés, le gaullisme s'effondrait sur le champ » (...). « Le service d'ordre de l'U.N.E.F. et du P.S.U. empêcha la prise du ministère des Finances et de celui de la Justice (...) Un membre de la J.CR ordonne le repli sur le Quartier Latin (..) Ils étaient incapables d'assumer les conséquences d'un mouvement qui les dépassait. Quant à nous (le mouvement du 22 mars de Cohn-Bendit. Note de L.O.). Nous avons été tout aussi incapables de comprendre que le moment était venu de rompre avec ces groupes incapables d'aller plus loin ».

A tout le moins, cela semblerait prouver que le « 22 mars » a joué tout autant le rôle de frein, si frein Il y a eu, que les autres groupes « gauchistes ». Mais la véritable question n'est pas là. Cohn-Bendit pense qu'il aurait suffi d'un coup de pouce, d'un « choc » de plus dans l'opinion, comme la prise de plusieurs ministères, pour que « le gaullisme s'effondre » et que « l'autogestion » devienne une « nécessité à réaliser sur le champ ». Ainsi, par la faute de quelques groupes (dont le 22 mars !), on serait passé à deux doigts de la révolution, faute d'un peu d'initiative !

On se demande, en passant, ce que devient dans tout cela, celle des masses !

Mais de toutes façons, c'est là donner aux dits « gauchistes », une importance qu'ils n'avaient — malheureusement — pas. Ils étaient portés par le mouvement de mai, bien plus qu'ils ne le dirigeaient et étaient hors d'état de « freiner » quoi que ce soit. Et, s'il faut chercher les causes de l'échec de ce mouvement, il faut bien faire une analyse plus sérieuse.

Les 100.000 manifestants du 24 mai restaient une minorité, et une minorité essentiellement étudiante, même si une proportion non négligeable d'ouvriers s'y était mêlée. Dans les usines, les syndicats staliniens et réformistes « menaient » la grève et, dans leur immense majorité, les travailleurs les laissaient faire. Et, si la trahison de la grève par les directions syndicales a été possible, c'est justement parce que la classe ouvrière n'était pas mobilisée et encore moins **organisée.** Les Comités d'Action sont restés un phénomène marginal, et presque nulle part, on n'a vu les travailleurs mettre en place des Comités de grève élus (à défaut de « Soviets » !) prenant la direction effective, puisque ce sont les syndicats qui ont mené les négociations avec le patronat, et décidé, de ce fait, de l'issue de la grève. Et cette trahison, les bureaucraties syndicales ont pu la mener à bien, justement parce qu'elles ont su rester, durant toute la grève, les seules « organisations » implantées dans la classe ouvrière.

Les travailleurs n'étaient pas organisés, parce que les syndicats ne voulaient pas qu'ils le soient. Et, dans pratiquement aucun secteur ouvrier de quelque importance, les « gauchistes » n'ont été assez forts ni assez écoutés, pour les combattre sur ce terrain. Les étudiants pouvaient manifester dans tout Paris, prendre même quelques ministères, cela ne pouvait changer, sensiblement, ce rapport de forces au sein de la classe ouvrière. La seule chose qui aurait pu le faire, hors une autre situation politique, eût été l'existence, dans les usines, d'un parti d'ouvriers révolutionnaires conscients et estimés de leurs camarades. Dans la majorité des cas, ces militants n'existaient pas, ou étaient une minorité infime, bien loin de « faire le poids » en face des Staliniens du P.C. et de la C.G.T.

Telle est la véritable cause de l'échec du mouvement, et non le refus de prendre quelques ministères.

Cela, Cohn-Bendit ne le voit pas. « Faire la Révolution » semble rester pour lui une succession d'actions d'éclat, d'idées lancées ici et là, mais n'apparaît jamais comme un travail militant, conscient, conséquent, obstiné, pour gagner la classe ouvrière, ou au moins une fraction d'entre elle, aux idées révolutionnaires. Car, même si la classe ouvrière avait été organisée en conseils d'usines, en soviets, ou, si l'on veut, en Comités d'Action, il serait resté, pour la gagner aux idées « gauchistes », non pas à prendre des ministères pour donner l'exemple, mais à fournir un travail patient, pour expliquer et convaincre. Aujourd'hui, alors que le mouvement de mai est terminé, cette tâche reste entière. Et c'est dans sa capacité à l'accomplir que l'extrême gauche, anarchistes, maoïstes ou trotskystes, montrera si elle est, oui ou non, à la hauteur de la situation créée.

Ce problème nous mène à la seconde partie du livre, ou, après avoir fait une critique du stalinisme, Cohn-Bendit en fait une conséquence inévitable du bolchevisme, et critique la conception de Lénine sur le « parti de révolutionnaires professionnels ». Il cite, en particulier, ce passage de « Que faire ? » de Lénine :

« La conscience politique de classe ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons » (...) « L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telle loi nécessaire aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels ».

Cohn-Bendit conteste cette affirmation, preuve, pour lui, du « bureaucratisme » de Lénine. Pourtant, si la crise de mai démontre quelque chose, c'est bien sa justesse. Les idées et les organisations revolutionnaires sont restées en mai, limitées, en majorité, aux étudiants et aux intellectuels, « représentants cultivés des classes dominantes », et c'est bien là la cause de l'échec de la « révolution de mai ». Alors, à ces intellectuels, à ces étudiants, d'apporter ces idées révolutionnaires, « de l'extérieur », à la classe ouvrière, de la gagner.

Cela suppose, bien sûr, une action et une organisation plus sérieuses que celles que préconise Cohn-Bendit : « Prends tes œufs et agis. Prends tes tomates et agis. Refuse tout » (page 270). Cela suppose un travail patient et obscur, un « militantisme professionnel » — synonyme, non pas de bureaucratisme, mais de dévouement sans bornes à la cause de la révolution et à la classe ouvrière. A cette condition, le « gauchisme » sera réellement un efficace « remède à la maladie sénile du communisme ».

Ajoutons que le culte du spontanéisme ne protège pas les travailleurs contre l'apparition de « vedettes », ne rendant de comptes à personne, qui peuvent jouir momentanément d'une influence considérable et incontrôlée, qui peuvent être dévouées et conséquentes, mais peuvent aussi ne pas l'être.

---

(1) Cet ouvrage aurait pour auteurs les frères Cohn-Bendit (Daniel et Gabriel) mais la couverture ne porte aucun prénom. Nous respectons donc la volonté des auteurs et ne citerons le nom Cohn-Bendit qu'au singulier.

TRIBUNE LIBRE

LE problème qui est posé dans la Tribune Libre de « Lutte Ouvrière » est, je m'en félicite, celui de la CONSTRUCTION d'un parti révolutionnaire.

Je partage les idées marxistes pour ce que sont les mouvements révolutionnaires, et léninistes plus particulièrement, pour ce qui est de la méthode bolchévique dans le parti.

L'histoire nous a souvent montré que les masses dans une poussée révolutionnaire peuvent renverser la bourgeoisie. Mais elles n'ont pas été capables d'établir un pouvoir à base ouvrière, et c'est là qu'intervient l'importance d'un parti ouvrier organisé. Un parti qui sera la charnière, le levier solide, trempé dans la lutte et ainsi apte à conduire la révolution.

Les offensives de masse dans le monde en 1967-1968, l'arrivée de la jeunesse sur la scène politique mondiale, tous ces symptômes dénoncent une grave crise politique chez la bourgeoisie. Ces faits montrent encore que les idées révolutionnaires atteignent les masses, sont comprises et appliquées par elles.

De même tout prouve que jamais il ne sera possible de mettre au musée et d'embaumer l'esprit d'initiative des masses.

Les aromates tels que la coexistence pacifique, la non-violence et la toute puissance de la bonté des hommes iront, si les révolutionnaires le veulent, définitivement dans les poubelles de l'histoire. Les théoriciens de la bourgeoisie, ceux qui s'acharnent à prostituer le marxisme ont prétendu que le prolétariat des métropoles industrielles n'existait plus qu'il était intégré au mode de vie bourgeois. Un démenti cinglant leur a été offert ces derniers temps. Le marxisme n'est pas responsable de la crise que traversent les directions politiques des mouvements d'émancipation internationaux.

La Commune de Paris a été étranglée en 1871 à cause de son ISOLEMENT par rapport au reste de la nation, de même la dictature du prolétariat russe a dégénéré à cause de son isolement par rapport au prolétariat international ; enfin, un fait d'actualité, aux mois de mai et juin, le mouvement a régressé en raison de l'isolement des groupes révolutionnaires français ; voila le responsable.

On ne le répétera jamais assez, l'isolement est l'ennemi de la permanence dans l'enchaînement des faits révolutionnaires. C'est un avertissement solennel aux puristes...

En conséquence les actions de masse de mai et juin en France, ne trouveront leur suite logique que dans la voie vers l'unification de l'extrême-gauche.

Le mot d'ordre d' « unité de l'extrême gauche » aura désormais une attraction considérable tant sur l'avant-garde que sur la masse cherchant une direction politique hardie. Comment aboutir à cette unification ?

Comme le disait « L.O. », les masses ont elles-mêmes établi les structures propres à faire garantie de pont vers l'unification. Ce sont les comités d'action, véritables cellules de démocratie ouvrière, ouvertes à tous. C'est dans ces cellules ouvertes, préfigurations des futurs organes de pouvoir des travailleurs, que les militants révolutionnaires (anarchistes, trotskystes, maoïstes) pourront donner leur mesure, convoquer en temps utile un congrès national, ou des congrès par professions, des comités d'action, élaborer un programme d'action unique et sélectionner pendant l'accomplissement de ce programme les éléments révolutionnaires propres à CONSTRUIRE le parti.

Si je souligne encore le terme CONSTRUIRE, c'est pour marquer nettement ce qui sépare les marxistes de ceux qui croient encore à la génération spontanée. C'est une attitude dangereuse pour le mouvement et qui doit être combattue. Certains «Révolutionnaires» ont voulu CREER et s'ériger en parti de la classe ouvrière. Ces gens-là dans leur empressement oublient toujours les opprimés au nom desquels ils croient lutter. Il faut qu'ils sachent que pour être digne de ce nom seul le verdict des masses compte. Il faut donc chercher d'abord à conquérir les masses.

Sur le terrain national et international les lignes de forces du mouvement passent par l'unification des organisations communistes révolutionnaires.

Il nous faut en France UN journal de l'extrême-gauche (assez régulier, deux ou trois fois par semaine) ; des réunions de propagande communiste dans toutes les couches de la population, des cercles constants et actifs (Comités d'action) pour les mesures décisives dans les diverses professions du prolétariat, enfin une agitation inlassable, énergique et habile, par tract ou autres méthodes, dans les associations de jeunesse ; pour cette dernière activité, de jeunes militants pourront être sélectionnés...

Ainsi irons-nous vers la construction du parti révolutionnaire.

Pour la dictature du prolétariat, contre la bourgeoisie.

Raymond Robson.
Etudiant guadeloupéen.

correspondances des entreprises

• chez Roussel-Uclaf (Romainville)

LES PERMANENTS FÉDÉRAUX ET LOCAUX ESSAIENT DE REPRENDRE EN MAIN LA SECTION SYNDICALE DES MENSUELS

EN ce moment la section des mensuels C.G.T. de Roussel-Uclaf a, apparemment des problèmes internes à régler. La section mensuelle est la plus importante dans l'usine, la section ouvrière apparaissant et intervenant seulement par intermittences.

Les adhérents mensuels sont en majorité des techniciens de laboratoire, pour lesquels être à la C.G.T. représente un certain engagement. Cependant ils n'en sont pas moins des habitués du compromis, fermant volontairement les yeux face à des problèmes dont ils ne sont pas tout à fait inconscients.

Mais depuis plus de deux ans, l'attitude de ces militants a été fortement marquée par l'existence d'une section syndicale Force-Ouvrière où se sont retrouvés des militants révolutionnaires — exclus de l'activité C.G.T. pour avoir manifesté publiquement leurs désaccords.

Les militants de ces deux sections se connaissent donc bien entre eux et les accusations habituelles des staliniens contre les révolutionnaires passent difficilement.

D'autre part, le succès rencontré par les militants révolutionnaires dans leur activité syndicale et ouvrière se traduisait notamment aux élections de délégués, et rendait la section C.G.T. d'autant plus sensible à ce que disaient et faisaient ces militants.

C'est pourquoi en Mai, lorsque les « gauchistes » de l'entreprise appelèrent les travailleurs à se rassembler devant l'usine, les militants C.G.T. emboîtaient le pas et devaient les suivre pratiquement jusqu'au dernier jour. Et pendant tout le mouvement, la C.G.T., malgré les consignes confédérales qui étaient à la modération, devait prendre des positions avancées dans l'entreprise.

Dès le départ, la C.G.T. ne pouvait refuser de participer au comité de grève proposé et organisé par les « gauchistes », car les jeunes qui venaient d'adhérer à la C.G.T. étaient spontanément d'accord avec sa constitution.

Par la suite, ces jeunes, agissant avec leur volonté de faire aboutir la grève votaient, au comité de grève, pour les propositions des « gauchistes ». Les « bons » staliniens étaient alors bien obligés de suivre pour ne pas être, eux, les dirigeants, moins dynamiques que ceux qui venaient seulement d'entrer au syndicat. C'est ainsi, par exemple, qu'on vit le comité de grève voter à l'unanimité pour la suppression des drapeaux tricolores qui avaient été mis à côté des drapeaux rouges pour obéir aux consignes C.G.T. De même, le comité vota pour l'ouverture des portes des usines aux personnes extérieures à l'entreprise. Mais les dirigeants C.G.T.-U, C.L.A.F. devaient enfreindre la discipline confédérale de façon beaucoup plus voyante.

Le 29 Mai, pour participer à la manifestation organisée par la C.G.T. les « gauchistes » de la section F.O. avaient écrit sur leur banderole ; « Pas de négociation sur notre dos... ». Les dirigeants du parti communiste de Romainville refusaient de transporter cette banderole, et dans la dispute qui suivit, non seulement les militants C.G.T. de Roussel-Uclaf prenaient fait et cause pour les militants F.O., mais encore, transportaient la banderole dans leur propre voiture. Et devant la colère des ouvriers et des jeunes, les responsables C.G.T. de l'usine se sentaient même forcés d'exprimer en termes très clairs, leur désapprobation au sujet des « accords » de Grenelle. Dans le même temps, d'ailleurs, ils envoyaient à leur confédération une lettre pour la prévenir qu'elle ne serait pas suivie sur les bases de Grenelle.

Alors on vit se succéder permanents de fédération, permanents d'union locale, permanents d'union départementale, qui essayaient en vain de remettre la section C.G.T. sur le «droit chemin» de la reprise du travail. Mais les militants Uclaf, eux, étaient dans l'entreprise, ils avaient, de ce fait, à faire face directement aux ouvriers, à faire face toujours à leurs jeunes ; et ils ne pouvaient pas ne pas tenir compte du fait que certains d'entre eux avaient écourté une réunion syndicale pour se rendre à Charléty, et qu'ensuite, au cours d'une manifestation, ils avaient défilé derrière la banderole des « gauchistes » : « Ne bradons pas la grève pour un bulletin de vote ». A cause de cela, les habituels soumis, ceux en qui la fédération avait mis sa confiance prenaient des positions radicales pour la continuation de la grève alors que les ordres de reprise se faisaient de plus en plus pressants.

C'est pour cela qu'un véritable tribunal eut lieu, fin Juin, au cours duquel un permanent fut envoyé par la fédération pour « punir » les dirigeants C.G.T. de Roussel. Mais la date était mal choisie : on était trop près de Mai et les jeunes ne voulurent pas désavouer leurs secrétaires, ceux qui pendant tout le mouvement avaient répondu à leurs aspirations. Et c'est le chahut qui répondit aux reproches du permanent.

Mais, peu à peu, l'ambiance de Mai s'estompant, les jeunes devenaient moins dangereux. C'est alors que le permanent de l'union locale de Romainville fit exclure de la commission des jeunes de l'union locale, une jeune syndiquée, parce qu'il jugeait qu'elle avait des sympathies « gauchistes ». Il ne l'avait pas convoquée à cette réunion mais le délégué de la section Roussel-Uclaf à l'union locale, le seul qui la connaissait vota contre cette exclusion, ce qui n'empêcha nullement les bons staliniens de Romainville de voter pour, sans scrupule. La section C.G.T de Roussel-Uclaf envoyait alors une lettre à l'union locale pour désapprouver ce vote. Le résultat ne se fit pas attendre : le délégué de la section Uclaf à la commission exécutive de l'union locale était exclu de cette commission au cours d'une réunion à huis clos : C'est ce qui déterminait un groupe de travailleurs « gauchistes » de l'usine à appeler dans un tract diffusé le 12 Novembre, « tous ceux qui avaient fait grève en Mai et qui ne voulaient pas reprendre sans rien » à aller manifester leur sympathie aux dirigeants C.G.T. de l'entreprise soumis aux pressions de permanents locaux et fédéraux de l'appareil C.G.T. « afin de les convaincre, par la sympathie qui leur est manifestée, qu'ils ont le devoir vis-à-vis des jeunes et des travailleurs qui leur font confiance, de résister aux pressions des militants professionnels, peut-être sincères, mais qui ont depuis fort longtemps perdu le contact avec les travailleurs du rang qui sont directement soumis à l'exploitation patronale. »

D'après nos dernières informations il semble que les militants de la section des mensuels C.G.T. restent paralysés et incapables d'affronter l'appareil C.G.T. extérieur à l'usine, Des fédéraux doivent venir contre-attaquer à nouveau la section syndicale sur le terrain de l'usine et tenter de remettre en cause l'attitude de la section syndicale pendant et après le mois de Mai, chose qu'ils n'ont pu faire jusqu'à ce jour. Reste à savoir si leur tâche sera aussi facile qu'ils l'espèrent.

• Peugeot (Sochaux)

LA DIRECTION TENTE DE RÉTABLIR SON AUTORITÉ

POUR Peugeot, à Sochaux, les affaires vont bien en ce moment : L'embauche bat son plein, les cadences augmentent, la production sort.

Mais la direction n'a pas oublié sa peur de mai-juin et elle essaie, encore prudemment, d'accroitre la discipline, de faire régner la crainte.

Depuis fin juillet la direction a licencié plusieurs camarades grévistes. Chaque fois elle a choisi le moment « favorable » et a attendu d'avoir un prétexte suffisant pour rendre difficile la riposte des ouvriers. Les syndicats, malgré l'appel du 2-9 à se tenir prêts... n'ont rien organisé.

Il y a trois semaines un camarade contrôleur, délégué suppléant C.F.D.T. de tôlerie-Sud a été muté en production dans un coin isolé de tôlerie-Nord. Militant actif pendant la dernière grève, il n'avait pas arrêté le combat une fois celle-ci terminée et avait participé récemment avec plusieurs dizaines d'ouvriers à une grève de 3/4 d'heure pour protester contre une mise à pied.

La direction et la maitrise, qui s'affolent dès qu'elles entendent murmurer « délégation », « grève »... ne peuvent pas tolérer cette combativité.

Non contents d'accomplir leur basse vengeance avec les prétextes les plus faux, ces messieurs vont jusqu'à faire courir le bruit que c'est notre camarade qui aurait demandé sa mutation (qu'ils montrent donc la demande écrite !).

Non ! Etant délégué suppléant, donc sans heures allouées, il fallait le neutraliser. Pour couronner le tout, ils essaient d'empêcher ses copains de lui dire bonjour au passage. Le chef d'équipe du coin, en fidèle exécutant vous demande dès que vous approchez, votre nom, votre lieu de travail, votre équipe... Incroyable !

Tous ces gens essaient de faire régner la crainte et voudraient bien décourager une partie des ouvriers actifs.

COMMENT S'Y PRENNENT-ILS ?

Sur l'ensemble de l'usine la surveillance policière par une partie de la maitrise est manifeste. Les déplacements des militants, des ouvriers actifs sont contrôlés, suivis à l'aide du téléphone.

Les délégués eux aussi sont talonnés par des « anges-gardiens » et ils ne peuvent pas aller aux WC sans être soigneusement observés !

Les mutations de mécanique-Nord à mécanique-Sud et inversement, celles de carrosserie aux ateliers de tôlerie, aux presses... sont trop nombreuses pour être citées toutes. Mais toutes, elles visent à démanteler les liens qui s'étaient créés dans la lutte de mai-juin.

QUELS SONT CEUX QUI DIRIGENT LES OPERATIONS ?

La liaison est étroite entre le cadre responsable à la fabrication, celui de la main-d'œuvre et une partie de la maitrise. Cette liaison se fait entre autre par la réunion de ces « responsables » tous les matins, et cela pendant les heures de travail.

A l'emboutissage, le cadre à la fabrication demande au chef d'atelier d'un secteur de lui faire un rapport sur tout ce qui se passe dans l'atelier. Le macaron bleu en demande autant aux chefs d'équipe et ceux-ci choisissent les 15 ou 20 ouvriers qui sont « sous leurs ordres ». Ensuite le responsable de la main-d'œuvre est tenu au courant, donne son accord et hop ! le tour est joué.

Pour fignoler, ils demandent aussi des « indications » à des services étrangers au leur, à charge de réciprocité.

Tout cela occupe une bonne partie de leur temps, pour que cela fonctionne, que ce soit rapide et efficace, le tout aux frais de la communauté.

Bien entendu, tous ces messieurs sont connus pour être des gaullistes notoires et ils ne se privent pas de « bouffer du rouge » en toute impunité.

Pendant les grèves, nous nous sommes bien passés de l'ensemble de ces parasites qui se prétendaient nécessaires à la conservation des outils de production.

En attendant, les ouvriers doivent répondre coup pour coup, aller voir en groupe les « responsables » empressés de ce but de répression et leur demander des explications à deux doigts des moustaches.

Seule la solidarité combative des travailleurs peut aider les ouvriers visés à mettre en échec la volonté de revanche de la direction.

• A Sifa-Diamant

LE DROIT D'AFFICHAGE VU PAR LA DIRECTION

L'ELARGISSEMENT des droits syndicaux de Grenelle stipule que dorénavant l'affichage syndical n'est plus soumis à une censure préalable, mais qu'il suffit de communiquer un exemplaire du texte affiché. Quant aux réunions syndicales, elles peuvent se dérouler à raison d'une fois par mois dans l'usine, en dehors des heures de travail.

Jusqu'à ce jour, depuis juin, la direction de la S.I.F.A. avait respecté ces droits, mais la semaine passée, (le 20 novembre) elle les a brusquement remis en question. La section C.F.D.T. qui est minoritaire dans l'usine, et dont les animateurs se réclament du mouvement de mai, avait convoqué une réunion pour le vendredi 22 novembre. L'accord écrit, une fois parvenu, elle apposa au panneau deux affiches : l'une annonçant « vendredi 22 : rétrospective sur le Mouvement de Mai, à la cantine, à 17 h 30 », l'autre, copie d'une affiche des Beaux-Arts, représentant une usine où flotte un drapeau rouge avec comme légende « Mai 68, début d'une lutte prolongée ».

Le jour même, le chef du personnel convoqua le représentant C.F.D.T. Il lui demanda de retirer ses affiches, car, selon lui, l'une avait trop de ressemblance avec l'en-tête du tract du Comité d'action ; l'autre annonçait une réunion qui avait « un sujet politique » et il n'était pas précisé que cela ne concernait que les adhérents.

Le représentant C.F.D.T. refusa de s'exécuter. Le lendemain, le chef du personnel lui fit savoir qu'il interdirait l'entrée de la cantine s'il ne faisait pas enlever les affiches. Mais les affiches demeurèrent, et le drapeau rouge qui torturait ces messieurs continua à faire se retourner certains cadres.

Le lendemain, quelques heures avant la réunion, on convoqua le représentant C.F.D.T. pour lui notifier que pour cette fois, la direction tolérait la réunion. En même temps, on lui remit une note du directeur où il était notifié que dorénavant « les appels aux réunions devraient être rédigés sur format 21 × 27 et tapés à la machine ».

Sans commentaires.

Faut-il que le patron ait eu peur de mai pour craindre même son évocation sur une affiche !

Quant aux militants de la S.I.F.A. Diamant, qu'ils soient C.F.D.T. ou C.G.T., ils ne s'en laissent pas imposer pour autant, et même, ils sont prêts à imposer la tenue d'assemblée du personnel sur le temps de travail.

• CITROËN (Paris)

UN JOUR DE GRÈVE A L'OUTILLAGE JAVEL

LE vendredi 15 novembre à 9 heures un agent de secteur de l'outillage Javel appelle dans son bureau un travailleur de l'ajustage pour lui signifier qu'il ne réglait pas assez et que par conséquent il lui restait le « choix » entre prendre son compte ou être licencié. L'agent de secteur, nommé Verbrugge, ajouta qu'il était préférable que l'ouvrier prenne son compte car s'il était licencié il s'arrangerait pour que le téléphone fonctionne entre les services du personnel des entreprises de la région parisienne.

Par contre si le travailleur se montrait « compréhensif » Verbrugge ferait le nécessaire pour qu'en partant il touche la prime journalière.

Le camarade demanda à réfléchir jusqu'au lundi matin ce qui fut accepté. Immédiatement après ce travailleur, militant CFDT apprécié de ses camarades, parcourut l'atelier en tenant au courant les autres ouvriers de ce qui se passait et discuta, avec un délégué CGT, d'un éventuel mouvement de grève pour le lundi matin. Toute la journée du vendredi les travailleurs de l'outillage discutèrent de l'action à mener pour protester contre ce licenciement, d'autant plus scandaleux que le camarade visé avait été changé de poste depuis peu alors que depuis deux ans et demi il faisait parfaitement les temps à son ancien poste de travail.

A l'issue de nombreuses discussions dans l'atelier il fut décidé de faire un débrayage le lundi pour accompagner le camarade lorsqu'il serait convoqué chez l'agent de secteur pour donner sa réponse. Si le licenciement était effectif on continuerait la grève. L'ambiance était assez « chaude ». Le soir même plusieurs travailleurs, dont le camarade de la CFDT, accompagnés de quelques délégués CGT et CFDT se rendaient à la permanence de la CGT pour tirer un tract appelant à l'action pour le lundi matin.

Parallèlement le Comité d'Action Citroën qui compte quelques militants et sympathisants à l'outillage décidait de son côté un tract pour rappeler cette affaire et demander aux travailleurs de discuter des formes concrètes de lutte à adopter.

LUNDI : LE DECLENCHEMENT

Le lundi matin l'atmosphère était bonne à l'outillage. Chacun était à son poste en attendant le moment où le chef de secteur appellerait le camarade. A 8 h il était toujours à sa place mais, dans l'intervalle deux travailleurs syndiqués CGT étaient appelés au bureau du chef d'atelier qui les accusait d'avoir rédigé le tract signé Comité d'Action, qui dénonçait le chantage au licenciement et accusait nommément un chef d'équipe de jouer les gardes chiourmes.

A neuf heures le camarade était convoqué chez l'agent de secteur. Il se fit accompagner par un délégué. Un quart d'heure plus tard les travailleurs de l'ajustage et du RMO se mettaient en grève et allaient bloquer la porte du bureau de l'agent de secteur.

A neuf heures trente le camarade et le délégué sortaient du bureau et annonçaient que la direction licenciait le camarade.

Déjà 80 à 100 travailleurs étaient dans la cour. Plusieurs d'entre eux firent la proposition d'organiser une manifestation dans l'usine, proposition adoptée à l'unanimité. Sur ce fait arrivèrent d'autres délégués qui proposèrent une nouvelle délégation et se rendirent chez l'agent de secteur. Sans plus de succès.

La manifestation commença alors avec 100 travailleurs et parcourut les ateliers, les chaines, en criant : « Halte aux licenciements » « Halte à la répression ». Quelques travailleurs de ces chaines se joignirent aux manifestants, les autres s'arrêtèrent quelques minutes au passage de la manifestation mais n'osèrent pas débrayer.

A 12 h 45 la manifestation, forte maintenant de 400 à 500 travailleurs, revenait à son point de départ.

Un délégué CGT prit alors la parole pour déclarer que ce qui avait été fait était très bien et qu'il fallait décider maintenant si l'on devait poursuivre le mouvement l'après-midi en les mettant d'ailleurs en garde contre un débrayage trop long. Mais les travailleurs décidèrent de poursuivre l'action commencée. Une autre délégation devait se rendre chez l'agent de secteur mais, celui-ci étant parti déjeuner, quelques travailleurs proposèrent d'aller le chercher au self pour lui parler à deux doigts des moustaches. Le même délégué s'opposa à cette idée en expliquant qu'il ne fallait pas déranger ceux qui mangeaient au self.

Il fut décidé de se retrouver à 14 h dans la cour.

A 14 h une centaine de travailleurs étaient présents dans la cour et attendaient le retour d'une nouvelle délégation auprès de l'agent de secteur qui, bien entendu, n'eut pas plus de résultat que les précédentes. La manifestation recommenca donc dans les ateliers avec, cette fois encore, 4 à 500 travailleurs.

A 16 h 30 un meeting se tint à l'outillage. Deux délégués CGT prirent la parole, le premier pour insister sur la nécessité d'élargir le mouvement et pour annoncer qu'un autre débrayage était prévu le lendemain de 9 à 10 h. Le second pour se féliciter du succès de la manifestation et pour déconseiller tout nouveau débrayage puisque le mouvement était minoritaire et n'aboutirait à rien.

Après un vote le débrayage pour le lendemain fut approuvé.

MARDI : L'ENTERREMENT.

De 7 à 8 h une centaine d'ouvriers se retrouvaient dans la cour devant le bureau de l'agent de secteur. Pendant une demi-heure ils attendirent deux délégués qui étaient partis dans un autre atelier. Beaucoup pensaient qu'il était préférable d'aller dans les ateliers et les chaines pour essayer de les faire débrayer. Au retour des deux délégués une proposition fut faite dans ce sens. Les délégués, sans doute pour gagner du temps, décidèrent d'envoyer une nouvelle délégation auprès de l'agent de secteur. Ils ressortaient bredouilles vingt minutes plus tard et déclaraient qu'ils envoyaient... une nouvelle délégation à la direction. Cri unanime des travailleurs présents : « On vous accompagne ». Protestation d'un délégué CGT qui déclara que, dans ce cas, la direction refuserait de les recevoir.

Des travaillleurs proposèrent alors de se rendre sur les chaines pendant la délégation pour tenter de les faire débrayer. Intervention du même délégué qui qualifia cette tentative de provocation et soutint qu'il était impensable d'aller gêner ceux qui voulaient travailler et que d'ailleurs cela n'était pas dans la ligne de la CGT. Il proposa à la place une délégation à l'inspection du travail et l'envoi de communiqués à la presse. Il fut hué et pris à partie par les travailleurs mais beaucoup comprirent à ce moment là que les syndicats étaient contre le mouvement et partirent écœurés. Le mouvement était enterré une nouvelle fois par les bureaucrates.

A l'heure du repas les délégués firent une prise de parole dans les cantines pour raconter le mouvement et pour mettre en garde les travailleurs contre les « provocateurs gauchistes » de l'outillage qui voulaient arrêter les chaines.

LES LEÇONS

Tout d'abord ce mouvement a montré que les travailleurs de Citroën n'étaient pas prêts à laisser à nouveau s'instaurer le climat de terreur qui régnait dans l'usine avant mai.

Il a montré aussi que les organisations syndicales n'étaient nullement disposées à laisser se développer des mouvements revendicatifs de cette sorte qui leur échappaient en partie.

Mais surtout les militants « gauchistes » de l'outillage qui avaient été à l'origine du mouvement ont pris clairement conscience, dans la lutte, de la nécessité de s'organiser L'absence de contacts avec les chaines, l'absence de préparation de prises de paroles par exemple, de tactiques à adopter devant les différentes manœuvres que tenteraient les bureaucrates pour récupérer le mouvement, ont été sans aucun doute les points faibles de l'intervention des révolutionnaires de l'usine. Cela pose au Comité d'Action Citroën, qui regroupe différentes tendances gauchistes, le problème d'une intervention concrète dans l'usine qui ne soit pas limitée simplement à une propagande écrite.

• LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES TELEGRAPHISTES DANS LA REGION ROUENNAISE

Puisque participer signifie prendre part, à la distribution télégraphique, dans un grand bureau de poste de la région rouennaise, nous participons activement.

Imaginez une usine où chaque travailleur devrait, pour travailler apporter sa machine. C'est ainsi que les choses se passent pour les télégraphistes : « Qui n'a pas sa bicyclette ne peut travailler ».

Mais bénissons la générosité débordante de l'administration qui nous offre une prime de 4,50 F par mois pour entretenir notre engin ! Quand on pense qu'un pneu neuf vaut déjà 7,50 F et une chambre à air 3,50 F...

Ainsi, pour les longues courses, qu'il neige, vente ou grêle, c'est la plupart du temps cet instrument primitif que nous empruntons.

Bien sûr, l'administration fournit une mobylette et deux motos... pour vingt télégraphistes. Et quel avantage, quand, en panne d'essence à mi-trajet, nous devons rebrousser chemin en trainant l'engin pour faire le plein au dépôt des P. et T., sous peine sinon de devoir payer nous-mêmes l'essence.

Quant à notre rythme de marche, il est réglé bien plus suivant l'humeur des chefs que suivant des normes scientifiquement établies. Et ceci ne suffit pas à la Direction des P. et T., puisque 6 heures par semaine, des gardes chiourmes sont payés pour déambuler dans la ville et surveiller nos faits et gestes : on ne sait jamais ! Alors non seulement il nous faut jouer les Anquetil pour rentrer à l'heure, mais encore nous sommes étroitement surveillés par des sbires de l'administration, payés pour se ballader agréablement dans la ville, parfois d'ailleurs... en voiture !

Et à la fin du mois, quel sentiment de sécurité et d'enthousiasme pour nous, télégraphistes « irresponsables » de moins de 21 ans, de savoir que nos parents reçoivent un rapport détaillé sur notre conduite, envoyé gracieusement par les P. et T.

Bien sûr, quand il s'agit de nous faire trimer, l'administration ne se gêne pas pour nous considérer comme des adultes responsables. Mais elle voudrait quand même que nos parents continuent à jouer le rôle de pion dont ils devraient avoir perdu le privilège.

Petit métier tranquille et agréable que celui de télégraphiste, pensait-on. Mais non. Là encore, flics, tracasseries administratives, oppression, bêtise et illogisme se manifestent quotidiennement.

• A SIFA-DIAMANT LES OUVRIERS NE VEULENT PLUS DE TRAVAIL DE NUIT

LES patrons, pour s'assurer plus de profits instaurent surtout dans la chimie, le système du continu appelé 3 x 8, c'est-à-dire que l'ouvrier va une semaine commencer à 6 h 15, pour finir à 14 h 30, la semaine suivante il travaillera de 22 h 15 à 6 h 30 et l'autre semaine, de 14 h 15 à 22 h 30. Il travaillera 6 jours d'affilée, que ce soit jour de fête ou dimanche, et il se reposera deux jours.

Ce système d'alternance, nuit-jour-nuit, dérègle complètement la vie et surtout l'organisation, les 2x8 étant quand même plus acceptables. Beaucoup de travailleurs qui sont venus aux 3x8, pour bénéficier de la prime de poste de 20 %, aspirent quelque temps après à travailler de jour, soit en 2x8, soit en normale.

A la fabrication S.I.F.A., la direction a utilisé cette aspiration pour voler un peu plus les ouvriers. Elle veut instaurer pour certains ateliers les 4x10, c'est-à-dire 4 jours consécutifs (dimanche compris) de 10 heures de travail, suivis de deux jours de repos. Et la nuit, il n'y aurait plus que des équipes permanentes qui n'assureraient plus qu'un travail de contrôle.

Quant à la fameuse prime de poste, que les travailleurs d'équipes ne touchaient que lorsqu'ils venaient la nuit, la direction n'a pu la supprimer purement et simplement en supprimant ces équipes de nuit, mais elle en a modifié le calcul et l'affectation.

Cette prime est devenue une prime de poste fixée ainsi :

15 % pour ceux qui ont dix ans d'ancienneté.

10 % pour les autres.

Quant aux travailleurs qui faisaient la normale et qui feront désormais les 4x10, ils toucheront en compensation (?) une prime de poste de 5 %, en tout arbitraire.

Au bout du compte, les ouvriers des 3x8 touchés feraient plus d'heures (en moyenne 2 h 30 de plus par semaine) et seraient moins payés. Le patron économiserait un ouvrier par équipe.

Bien sûr, cela est un vol manifeste, cela va à l'encontre de l'intérêt des travailleurs, mais pour les ouvriers qui faisaient la nuit, il n'y a guère de « choix ». Et pour pouvoir se reposer un peu la nuit, finalement les travailleurs sont amenés à trouver une amélioration dans une exploitation éhontée.

MAI ET JUIN au fil des jours

LES événements de mai et juin sont encore présents dans toutes les mémoires. Mais qui se souvient de toutes les péripéties ? Qui se souvient de toutes les déclarations des hommes politiques, quils soient de droite ou prétendument de gauche ? Qui se souvient de leurs contradictions dans l'appréciation au jour le jour des événements ? Avec le recul cet ensemble de jugements, de commentaires ou de mots d'ordre ne manque pas de sel et encore moins de sens.

C'est dans cet esprit que nous entreprenons la publication de cette petite chronique de mai et juin qui se poursuivra sur environ quinze numéros.

QUAND cette période se sera écoulée, il y aura du nouveau en France. Pour la première fois depuis plus de dix ans, des manifestants auront contre-attaqué les forces de répression à Paris, et des centaines de policiers soignent leurs plaies. Souvenons-nous qu'à Charonne, neuf paisibles manifestants furent massacrés sans qu'un seul policier soit blessé, ni, bien sûr, inculpé. Pour la première fois depuis plus de dix ans, des centaines de milliers d'ouvriers des services publics débrayent sans donner de préavis aux patrons.

Pour la première fois depuis vingt-quatre ans, des millions d'hommes s'intéressent à la politique et se mettent à réfléchir sur mille problèmes anciens et nouveaux.

Comment cela s'est-il produit ? Un certain nombre d'étudiants mettent en question la nature de l'enseignement qu'ils reçoivent. Ils sont révolutionnaires. Les réformistes de tous les partis de gauche demandent, dans le meilleur des cas, qu'un plus grand nombre de fils d'ouvriers puisse aller à l'université. C'est supposer que cette société n'est pas si mauvaise et peut être réformée graduellement. Mais si un fils d'ouvrier devenu chef d'atelier a, ainsi, réglé son cas personnel, il n'a rien changé au système. Etant passé par le malaxage bourgeois, devient-il plus compréhensif qu'un fils de bourgeois à l'égard du prolétariat ? Et, finalement, est-ce de chefs compréhensifs que l'O.S. sur sa chaine a besoin ?

Donc, il existe des groupes étudiants qui envisagent en révolutionnaires les problèmes de l'université et de la société. Mais, ils sont révolutionnaires aussi, en ce sens qu'ils croient en l'action directe et non dans les élections législatives. Ils veulent discuter de certains problèmes capitaux aujourd'hui : guerre du Vietnam, etc. Ils demandent une salle. On la leur refuse. Chose nouvelle, loin d'attendre les élections de 19.. qui leur donneraient... peut-être une salle, ils l'occupent. Tout démarre de là. C'est, à une autre échelle, il est vrai, aventuriste comme l'insurrection de Dublin en 1916. C'est provocateur comme le serment dans la salle du Jeu de Paume.

Et, à cause de ces jeunes effrontés, des hommes sages, très sages et très hypocrites, vont faire des découvertes ahurissantes :

« La rénovation de l'université ; le gouvernement et moi-même n'avons cessé de la proclamer indispensable. »

G. Pompidou. 11 mai.

« Je considère que le gouvernement actuel a accumulé une série d'erreurs et qu'il est à l'origine des troubles que la France a connus. »

Capitant.

« Quand une pareille explosion se produit, il faut bien se dire que c'est probablement parce que le couvercle de la marmite a été tenu bien serré pendant longtemps et que les soupapes, ou bien manquaient, ou bien fonctionnaient mal. »

Chaban-Delmas.

« Il est parfaitement tolérable et admissible que des étudiants manifestent pour exprimer leurs revendications, leurs idées politiques ; ce sont les violences qui ne peuvent être tolérées. »

Grimaud, Préfet de Police.

(Notons qu'à ce jour, toutes les manifestations étaient interdites, comme gênant la circulation).

Le Syndicat CGT de la police :

« A désapprouvé certaines méthodes employées contre les étudiants, notamment dans la nuit du 10 au 11 mai. »

(Certaines, seulement, mais c'est toujours ça).

« Jamais, sans les manifestations, et hélas, les barricades, la réforme, la refonte de l'université ne se seraient imposées avec cette évidence et cette urgence aux gouvernants et aux enseignants eux-mêmes. »

Le Monde, 19-20 mai.

« La juste cause des étudiants, celle de l'université, va-t-elle l'emporter ? »

L'Humanité, 9 mai.

Mais revenons en arrière, afin de voir comment les vainqueurs de l'étape furent encouragés au départ de la course.

Le journal fasciste « Minute » va donner le ton à De Gaulle... et à Marchais :

« Dans le tumulte actuel, ce Cohn-Bendit doit être pris par la peau du cou et reconduit à la frontière sans autre forme de procès. Nous n'abandonnerons pas la rue à la chienlit des enragés. »

L'U.E.C. dans l'Humanité du 4 mai déclare :

« Les responsables gauchistes prennent prétexte des carences gouvernementales pour empêcher la masse des élèves de travailler et de passer leurs examens. Par leurs mots d'ordre aventuristes, par leur conception de l'action violente de petits groupes, ils freinent la mobilisation massive des étudiants qui, seule, peut faire reculer le pouvoir. »

Pour Le Figaro du 5 mai :

« Etudiants, ces jeunes ? Ils relèvent de la correctionnelle plutôt que de l'université. »

Le président du Conseil de Paris stigmatise :

« L'action inadmissible d'une poignée d'agitateurs. »

Tandis que, pour sa part, la municipalité PCF de Nanterre définit socialement ces agitateurs :

« Certains groupuscules composés, en général, de fils de grands bourgeois... visent à empêcher le fonctionnement normal de la faculté. »

L'Humanité du 4 mai.

Et, dans ce même journal, G. Bouvard prophétise :

« Déjà, la grande masse des étudiants... peut mesurer les conséquences graves auxquelles, inévitablement, conduit l'aventurisme politique .»

Une semaine plus tard, pas plus honteux pour cela, Bouvard participera à une immense manifestation, fruit de « l'aventurisme politique ».

Pour sa part, Guy Mollet, orfèvre en la matière « met en garde contre les faux révolutionnaires ».

Nous venons de voir quelques opinions sur la fin et le début de cette étape. Voici maintenant le fil des jours.

Le recteur de Nanterre ayant appelé les policiers et fait fermer la faculté, les étudiants se rendent à la Sorbonne et y tiennent un meeting.

Les fascistes d'Occident ont annoncé qu'ils « briseraient » cette réunion. Précédemment, ils avaient provoqué un commencement d'incendie à la Sorbonne. Durant des années, ils ont souvent attaqué des étudiants désarmés. Ils constituent un danger d'autant plus grand qu'ils sont protégés par la police. Le PCF le sait fort bien puisqu'il a demandé au gouvernement, sans obtenir satisfaction, la dissolution d'Occident.

Mais, pour l'heure, l'ennemi est à gauche et l'Humanité **du 4 mai affirme :**

« A la Sorbonne, le service d'ordre gauchiste gardait les entrées, sous prétexte *de faire face à une attaque des fascistes d'Occident. »*

Le recteur s'émeut. Il n'a jamais stigmatisé les assommeurs fascistes dans le passé. Mais si, aujourd'hui, la gauche se défend, ça-va-faire-une-bagarre. Le recteur appelle la police.

« Vendredi vers 16 h 15, le service d'ordre bloque les issues de la faculté. A 16 h 45, sur la demande du recteur, une importante colonne de policiers casqués et munis de boucliers et matraques de caoutchouc, suivis par les gendarmes mobiles, pénètrent dans la faculté où ils encerclent les manifestants. »

Le Monde, 5 mai.

Il faut comprendre le recteur. Toute la presse, toute, clame que seuls les groupuscules sèment la pagaille. Arrêtons les groupuscules et tout ira bien.

Or, ils y sont tous, les militants les plus actifs des organisations trotskystes, pro-chinoises, JCR et mouvement du 22 mars.

La police laisse croire aux étudiants qu'ils pourront sortir librement (France-Soir **du 5 mai). Plus tard, l'honnête ministre de l'Intérieur dira qu'il s'agissait de simples vérifications d'identité... et qu'elles étaient plus aisées dans les commissariats que dans la cour de la Sorbonne...**

Notons qu'au cours de cette opération, les étudiants ne résistent pas. Aucune bagarre. Ils montent dans les cars. Ceci est important.

Le préfet de Police, ravi, pense avoir décapité le mouvement. Il a les meneurs. Mais il se produit une chose qui n'était pas du tout prévue au programme. Voyant passer les cars qui emmènent leurs camarades, voyant la Sorbonne occupée, les étudiants réagissent. Les manifestations spontanées commencent.

« Très vite, les choses s'enveniment... Lors des charges, les policiers matraquent souvent au hasard et même, parfois, s'acharnent sur un manifestant isolé. La violence atteint ici son paroxysme. Les policiers sur lesquels les manifestant lancent des projectiles de toutes sortes, les renvoient à leur tour et s'en prennent même aux automobilistes qui tentent de passer. »

Le Monde, 5 mai.

Plus de 600 interpellations au cours des bagarres de ce jour. 27 arrestations maintenues.

« Occident » déclare :

« Il faut opérer un nécessaire nettoyage de l'université parisienne. »

L'U.E.C. affirme :

« Les faux révolutionnaires se comportent en alliés du pouvoir gaulliste et de sa politique. »

Le Figaro :

« Il est navrant de constater qu'un millier de jeunes en révolte puissent bloquer la machine universitaire. »

Le recteur de l'Académie de Paris :

« Suffit-il d'une poignée de trublions pour obliger à suspendre tout enseignement dans deux facultés ? »

A partir de ce jour, plus un coup ne sera reçu sans réplique.

Pour cent blessés la veille, il y aura mille nouveaux manifestants le lendemain. Pour des dizaines puis des centaines de milliers d'yeux, un voile se déchire devant la répression policière. C'est cela la société capitaliste et comme l'écrivit jadis Vaillant-Couturier :

« Elle ne change pas de visage selon que le ministère est plus ou moins teinté de rouge. »

Tout commence parce que mille jeunes manifestent sans attendre d'un préfet de police une autorisation ou une interdiction devant laquelle s'inclinent depuis dix ans ceux qui sont « La direction du prolétariat français ».

« Le festival de la jeunesse se prépare. A la Bourse du travail, Marius Bertou met en garde contre les "gauchistes" ... Toutes les dispositions sont déjà prises pour que le festival se déroule normalement. »

L'Humanité, 4 mai.

A part cela, tout est calme selon les normes capitalistes dans le monde du travail. Six mineurs sont tués par un coup de grisou à Roche-La-Molière.

LE BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F. APPELLE A LA GREVE

L'Humanité **du 6 mai publiera rapidement une liste de villes qui ne s'associent pas à la grève. Mais, comme il faut tenir compte des jeunes sensibilisés par le mouvement, une tactique (subtile ?) est adoptée par la rédaction de ce journal.**

On apprend que les étudiants de Nancy, tout en refusant de se solidariser avec les gauchistes :

« décident d'organiser une campagne de protestation contre l'agression des forces de police qui a frappé, pour l'essentiel, des étudiants qui n'apportaient pas leur soutien au mouvement du 22 mars ».

Bientôt, d'après l'Humanité, **nous verrons des « gauchistes » lancer des pavés, puis se retirer pour que les « étudiants honnêtes » reçoivent les grenades.**

On verra même des « gauchistes », « désapprouvés par les étudiants honnêtes » construire des barricades, derrière lesquelles les « honnêtes » viendront bêtement se placer pour attendre l'assaut policier.

Pendant ce temps-là, la vie sociale est calme... du point de vue bourgeois. Un jeune ouvrier est écrasé aux Forges de Gueugnon par une bobine d'acier de cinq tonnes.

Dimanche 5 mai, des juges qui n'hésitent pas à faire des heures supplémentaires, condamnent à deux mois de prison ferme, quatre jeunes pour « violences à agents ». Huit autres sont condamnés avec sursis.

Bien entendu, des centaines de jeunes ont déjà été tabassés dans les commissariats, avant tout jugement, ainsi qu'il est de règle dans les Républiques, 3e, 4e ou 5e.

Il faut noter ici une tactique de la police. Dans une manifestation, il faut, nécessairement, arrêter un certain nombre d'étrangers. C'est du meilleur effet sur l'ancien combattant et l'épicier de province. Mais s'il n'y a pas d'étrangers ? On va en chercher dans le premier café, et pour prouver qu'ils manifestaient, on les assomme.

Le Monde **note à propos de la rafle du café « Le Rond Point » :**

« L'explication de troubles dramatiques comme ceux du Quartier Latin par l'action de « meneurs » constitue le refuge habituel de l'aveuglement volontaire... Les insinuations xénophobes ajoutent l'odieux à l'absurde. »

LUNDI 6 MAI

L'organisation de droite des étudiants, la F.N.E.F. déclare comme l'U.E.C. :

« Le gouvernement a favorisé les menées des extrémistes. »

Le SGEN (CFDT) dit pour sa part :

« Pas de solidarité avec des groupes à l'action incohérente. »

Ce qui évite de parler de solidarité avec les emprisonnés.

Mais le Syndicat de l'Enseignement Supérieur énumère trois points qui seront repris par tous les jeunes :

« Démission du recteur Roche. Arrêt des poursuites judiciaires. Retrait des forces de police du Quartier Latin. »

Toute la journée, des milliers de jeunes manifestent au Châtelet et luttent contre les policiers, rue Saint-Jacques et Place Maubert.

Le soir, il y a 20.000 personnes à Denfert. On entend pour la première fois :

« Nous sommes un groupuscule », « Une dizaine d'enragés. »

Ce slogan que tout Paris entendra, l'Humanité **ni** Le Populaire **ne l'entendront jamais.**

La police charge un peu partout. 422 arrestations.

Le préfet de police admet :

« Il s'agit de manifestations largement spontanées. »

Ce même jour, des étudiants passent devant la commission disciplinaire de l'Université de Paris.

(à suivre)

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication :
Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

CORRESPONDANCE :

M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P. — Imprimerie MORIAME - Paris